

EVIDENCE

TORONTO, Thursday, September 22, 2022

The Standing Senate Committee on Human Rights met this day at 1:20 p.m. [ET] to examine such issues as may arise from time to time relating to human rights generally.

Senator Salma Ataullahjan (Chair) in the chair.

[*English*]

The Chair: Honourable senators, I am Salma Ataullahjan, senator from Toronto and chair of this committee. Today, we are conducting a meeting of the Standing Senate Committee on Human Rights, and I would like to take the opportunity to introduce my colleagues, the members of the committee who are participating in this meeting. We have Senator Gerba from Quebec and Senator Oh from Ontario. Unfortunately, Senator Arnot had to leave because he has a flight, the only flight to Saskatchewan. He had to leave, but we're here. I'm excited to have you here too.

So, having held two meetings in June, in Ottawa, today we continue our study on Islamophobia in Canada under our general order of reference. Our study will cover, amongst other matters, the role of Islamophobia with respect to online and off-line violence against Muslims, gender discrimination and discrimination in employment, including Islamophobia in the federal public service. Our study will also examine the source of Islamophobia, its impact on individuals, including mental health and physical safety, and possible solutions and government responses.

We are pleased to be here in Toronto and to hear from witnesses about Islamophobia in this part of the country. This is the fourth of our public hearings outside of Ottawa. Two weeks ago, we were in Vancouver and Edmonton, and earlier this week, we were in Quebec.

Let me provide you with some details about our meeting today. This afternoon, we shall have two one-hour panels with a number of witnesses who have been invited. In each panel, we shall hear from witnesses, and then the senators will have a question-and-answer session.

Now, I will introduce our first panel of witnesses. Each witness has been asked to make an opening statement of five minutes, and I ask you to respect that. We shall hear from all witnesses, and then turn to questions from senators. From the Canadian Arab Institute, we have Jad El Tal, Director of Research and Policy. From Islamic Relief Canada, we have Reyhana Patel, Director of Communications and Government

TÉMOIGNAGES

TORONTO, le jeudi 22 septembre 2022

Le Comité sénatorial permanent des droits de la personne se réunit aujourd'hui à 13 h 20 (HE) pour examiner les questions qui peuvent survenir concernant les droits de la personne en général.

La sénatrice Salma Ataullahjan (présidente) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Honorables sénateurs, je me présente : Salma Ataullahjan, sénatrice de Toronto et présidente du comité. Aujourd'hui, nous tenons une séance du Comité sénatorial permanent des droits de la personne. Je vais présenter mes collègues, les membres du comité qui participent à la séance. Nous accueillons la sénatrice Gerba, du Québec, et le sénateur Oh, de l'Ontario. Malheureusement, le sénateur Arnot a dû partir parce qu'il avait un vol à prendre, le seul vol à destination de la Saskatchewan. Il a dû partir, mais nous restons. Je suis ravie que vous soyez là.

Après avoir consacré deux séances à la question en juin, à Ottawa, nous poursuivons aujourd'hui notre étude de l'islamophobie au Canada en vertu de notre ordre de renvoi général. L'étude porte notamment sur le rôle de l'islamophobie dans la violence en ligne et hors ligne contre les musulmans, la discrimination fondée sur le sexe et la discrimination en matière d'emploi, y compris dans la fonction publique fédérale. Elle s'intéresse également à la source de l'islamophobie, à ses répercussions sur les personnes, notamment aux plans de la santé mentale et de la sécurité physique, ainsi qu'aux solutions et aux interventions gouvernementales possibles.

Nous sommes heureux de siéger à Toronto et d'entendre des témoins au sujet de l'islamophobie dans cette région. Il s'agit de la quatrième de nos audiences publiques à l'extérieur d'Ottawa. Il y a deux semaines, nous étions à Vancouver et à Edmonton, et plus tôt cette semaine, nous étions au Québec.

Voici quelques détails au sujet de la séance d'aujourd'hui. Cet après-midi, nous entendrons pendant une heure chacun deux groupes composés de plusieurs témoins. Avec chaque groupe, nous entendrons d'abord les exposés des témoins, après quoi les sénateurs poseront des questions.

Voici maintenant le premier groupe. Les témoins ont été invités à faire un exposé liminaire de cinq minutes, et chacun est prié de respecter cette limite. Après avoir entendu tous les témoins, nous passerons aux questions des sénateurs. De l'Institut canado-arabe, voici Jad El Tal, directeur de la recherche et de la politique. De Islamic Relief Canada, nous accueillons Reyhana Patel, directrice des communications et des

Relations, and from the Somali Canadian Association of Etobicoke, we have Adem Ali, Director of Programs.

I will now invite Jad El Tal to make his presentation.

Jad El Tal, Director of Research and Policy, Canadian Arab Institute: Thank you, Madam Chair. Good afternoon, bonjour. Madame Chair and senators, thank you for inviting me to speak about a topic that is near and dear to the heart of the Canadian-Arab community. My name is Jad El Tal. I am the Director of Research and Policy at the Canadian Arab Institute. We are a non-partisan think-and-do-tank that focuses on the issues and interests of the Arab community in Canada through research, community programming and advocacy.

[Translation]

Today, I'm going to talk about Islamophobia and anti-Arab racism in English, but before I do, I have to acknowledge that our community in Quebec is facing an increasingly institutionalized form of discrimination, which I'm sure you heard a lot about on Tuesday in Quebec City.

[English]

The Canadian-Arab community is the largest newcomer population, and it also includes Muslim, Queer, Indigenous and Black community members, which is not usually highlighted in research and discussions about the Arab community. Arabs are often lumped only under "Middle Eastern" or "Muslim" categories, taking away from the various intersectional experiences and demographics of this diverse community in Canada.

According to the 2016 census, around half of the 1 million Arabs in Canada identify themselves as Muslim. This also means that half of the 1 million Muslims in Canada are Arab. This is an important statistic to highlight because not all Muslims are Arab and, of course, not all Arabs are Muslims. Yet, most Arab-Canadians, Muslim or not, would agree that they are subject to discrimination in our country because Islamophobia and anti-Arab racism are rooted within each other. Indeed, historically and currently, anti-Arab racism and Islamophobia have needed each other like a fire needs wind to spread across a forest.

Let me give the panel a few examples of how this wildfire of anti-Arab racism and Islamophobia manifests itself in the everyday lives of Arab-Canadians. In April of 2022, we published an investigative report on why Arabs — and specifically Arab women — have the highest unemployment and

relations gouvernementales, et de la Somali Canadian Association of Etobicoke, nous recevons Adem Ali, directeur des programmes.

J'invite maintenant Jad El Tal à faire son exposé.

Jad El Tal, directeur de la recherche et de la politique, Institut canado-arabe : Merci, madame la présidente. Bonjour. Madame la présidente, mesdames et messieurs les sénateurs, je vous remercie de m'avoir invité à parler d'un sujet qui tient à cœur à la communauté canado-arabe. Je m'appelle Jad El Tal. Je suis directeur de la recherche et de la politique à l'Institut canado-arabe. Il s'agit d'un groupe de réflexion et d'action non partisan qui met l'accent sur les enjeux et les intérêts de la communauté arabe au Canada. Il fait de la recherche, applique des programmes communautaires et fait la promotion des intérêts de la communauté.

[Français]

Aujourd'hui, je vais parler d'islamophobie et de racisme anti-arabe en anglais, mais avant cela, je dois reconnaître que notre communauté, au Québec, fait face à une forme de discrimination de plus en plus institutionnalisée, dont vous avez sûrement beaucoup entendu parler mardi, à Québec.

[Traduction]

La communauté canado-arabe est la plus importante population de nouveaux arrivants. Elle comprend des musulmans, des queers, des Autochtones et des Noirs, ce qui n'est pas mis en évidence, d'habitude, dans les recherches et les discussions sur la communauté arabe. Les Arabes ne sont souvent englobés que dans les catégories des moyen-orientaux ou des musulmans. Il est donc fait abstraction des diverses réalités intersectionnelles et des caractéristiques démographiques de cette communauté diversifiée au Canada.

Selon le recensement de 2016, environ la moitié du million d'Arabes présents au Canada s'identifient comme musulmans. Cela veut dire aussi que la moitié du million de musulmans présents au Canada sont arabes. Il importe de souligner cette donnée statistique importante, car les musulmans ne sont pas tous arabes et, bien sûr, ce ne sont pas tous les Arabes qui sont musulmans. Pourtant, la plupart des Canadiens d'origine arabe, qu'ils soient musulmans ou non, conviendront qu'ils sont victimes de discrimination dans notre pays parce que l'islamophobie et le racisme anti-arabe se nourrissent l'un l'autre. En effet, par le passé et aujourd'hui encore, le racisme contre les Arabes et l'islamophobie ont eu besoin l'un de l'autre comme un feu a besoin de vent pour se répandre dans une forêt.

Voici quelques exemples de la façon dont ce feu de brousse que sont le racisme anti-arabe et l'islamophobie se manifeste dans le quotidien des Canadiens d'origine arabe. En avril 2022, nous avons publié un rapport d'enquête sur les raisons pour lesquelles les Arabes, et plus particulièrement les femmes arabes,

underemployment rates of any demographic group in Canada. This was around 18% during the pandemic, more than twice the unemployment rate of White Canadians. Among the employment barriers we examined, we found that identity was a significant one for employment and inclusion in the workplace.

Arab women that we interviewed across the country had a tough time feeling included in the workplace because of the stereotypes they faced about their background, including condescending questions about their education level, their marital status, their religion and their upbringing “in the desert.” Non-Muslim women in our community also faced Islamophobic micro-aggressions and questioning like, “Does your husband allow you to not wear the hijab?”

Visibly Muslim women in our community undoubtedly faced double the brunt because of their intersecting Arab and Muslim identities. For example, several of the veiled Arab women we interviewed have seriously contemplated, and have been advised by their peers, to take off their hijab in order to secure employment because they were told that that’s the only way to seek job security in this country, and for some of them, they actually had to do that.

But by far, the main reason Arab women cited for not receiving any callbacks for jobs is actually their names. It starts at the résumé. A majority of last names in the community include the prefix “Abu” or “El,” just like mine, “El Tal.” Many first names of Arab-Canadians are, unsurprisingly, in Arabic, such as Yasmeen, Bassma, Yara, Rima or Hoda. So, someone, for example, named “Bassma Abu Yasser” will anecdotally and statistically face increased discrimination in this country, and not just in employment. We’re also talking about housing; we’re talking about healthcare, the justice system, access to services, education, in the media, et cetera, all because of their name.

Finally, in the historical context, which is very important to highlight, it would be very convenient and easy for us to say that Islamophobia started 20 years ago after 9/11, but that’s simply not the case. The harsh truth is that anti-Arab racism and Islamophobia go back hundreds of years, as depicted in Edward Said’s *Orientalism*. We can’t talk about today’s fight against Islamophobia without acknowledging that Western powers have used anti-Arab and anti-Muslim sentiments to colonize our people — to “civilize the barbarians.” This notion has been institutionalized in the West’s foreign policies for centuries, and it has trickled down into the modern day-to-day domestic experiences of Arabs and Muslims in Canada today.

affichent les taux de chômage et de sous-emploi les plus élevés de tous les groupes démographiques au Canada. Le taux a atteint environ 18 % pendant la pandémie, soit plus du double du taux de chômage des Canadiens blancs. En examinant les obstacles à l’emploi, nous avons constaté que l’identité était importante pour l’emploi et l’acceptation en milieu de travail.

Les femmes arabes que nous avons interviewées dans tout le pays ont eu du mal à se sentir acceptées dans leur milieu de travail à cause des stéréotypes concernant leurs antécédents. Elles se font notamment poser des questions condescendantes au sujet de leur niveau d’éducation, de leur état matrimonial, de leur religion et de leur éducation « dans le désert ». Les femmes non musulmanes de notre communauté ont également été victimes de microagressions islamophobes et se sont fait demander par exemple si leur mari leur permettait de ne pas porter le hidjab.

Les femmes visiblement musulmanes de notre communauté ont sans aucun doute été doublement touchées à cause de leur double identité arabe et musulmane. Par exemple, plusieurs des femmes arabes voilées que nous avons interrogées ont sérieusement envisagé, et se sont fait conseiller par leurs pairs, de retirer leur hijab pour obtenir un emploi parce que c’était la seule façon d’obtenir la sécurité d’emploi dans notre pays. Certaines ont dû s’y résoudre.

Mais la plus grande raison, et de loin, alléguée par les femmes arabes pour ne pas être rappelées pour un emploi est en fait leur nom. Cela commence par le curriculum vitae. La majorité des noms de famille dans la communauté comprennent le préfixe « Abu » ou « El », tout comme le mien, « El Tal ». De nombreux prénoms de Canadiens d’origine arabe sont bien naturellement arabes, comme Yasmeen, Bassma, Yara, Rima ou Hoda. Donc, quelqu’un qui s’appellerait « Bassma Abu Yasser » fera face de façon anecdotique et statistique à une discrimination accrue au Canada, et pas seulement dans l’emploi, car il y a aussi le logement, les soins de santé, le système de justice, l’accès aux services, l’éducation, les médias et tout le reste. Tout cela à cause de leur nom.

Enfin, dans le contexte historique, qu’il est très important de souligner, il nous serait très commode et facile de dire que l’islamophobie a commencé il y a 20 ans, après les attentats du 11 septembre, mais ce n’est tout simplement pas le cas. La dure vérité, c’est que le racisme contre les Arabes et l’islamophobie remonte à des centaines d’années, comme l’illustre *Orientalism*, d’Edward Said. Nous ne pouvons pas parler de la lutte d’aujourd’hui contre l’islamophobie sans reconnaître que les puissances occidentales ont eu recours à des sentiments hostiles aux Arabes et aux musulmans pour coloniser notre peuple, c’est-à-dire pour « civiliser les barbares ». Cette notion a été institutionnalisée dans les politiques étrangères de l’Occident pendant des siècles, et elle se répercute sur ce que vivent au quotidien les Arabes et les musulmans au Canada aujourd’hui.

Ultimately, our testimony today highlights the diverse experiences of Arab-Canadians when it comes to the discrimination they face in Canada, whether or not they themselves are Muslim, and that is because anti-Arab racism and Islamophobia are the fire and wind needed to cause a wildfire.

So, I kindly ask the committee today to consider and closely study anti-Arab racism within their discussions and research of Islamophobia, because trust me — and if not me, trust the data — you will not be able to successfully eradicate Islamophobia in this country without addressing anti-Arab racism as well.

Thank you for listening, I yield the rest of my time back to the chair.

The Chair: Reyhana Patel, I'll ask you to make your presentation. Thank you.

Reyhana Patel, Director of Communications and Government Relations, Islamic Relief Canada: Thank you, Madam Chair. Good afternoon, senators. Good afternoon, Madam Chair. My name is Reyhana Patel, and I'm here representing Islamic Relief Canada. We are one of Canada's largest Muslim NGOs, and as one of the country's largest Muslim NGOs, we have been at the frontlines of Islamophobia for many years. Our community has been at the receiving end of hate, especially online hate, for far too long. Over the years, it has increased in all forms and volume. We receive hateful and threatening comments, both online and off-line. Our office has been the target of hateful letters and mail, and our staff and volunteer teams have been physically harassed and attacked while carrying out their jobs.

We have seen other Muslim organizations face similar challenges and have noticed systematic Islamophobia even within government institutions like the CRA, Canada Revenue Agency, which have unfairly targeted Muslim organizations for over a decade now. And these attacks are carried out with relative impunity, because Islamophobia is seen as an acceptable form of racism and hate. Whereas direct expressions of racism and homophobia may often no longer be expressed freely in public, Islamophobia still passes "the dinner-table test" and can be readily mentioned in polite — and impolite — society. It is the go-to place for those who would otherwise be more discreet about their hate. This is because, somehow, Islamophobia can be seen as patriotic, non-racist and even grounded in reason. It is for this reason such apparent self-justification and self-deception of Islamophobes has to be called out and countered at every turn, in the same way many other forms of racism and sexism have been combatted in the post-war era.

En fin de compte, notre témoignage d'aujourd'hui met en lumière les diverses expériences de discrimination auxquelles les Arabos-Canadiens sont soumis au Canada, qu'ils soient musulmans ou non. C'est que le racisme contre les Arabes et l'islamophobie sont le feu et le vent nécessaire à ce feu de brousse.

Je demande donc aujourd'hui au comité de prendre en considération et d'étudier de près le racisme contre les Arabes dans ses délibérations et ses recherches sur l'islamophobie, car, croyez-moi — ou alors croyez les données — vous ne pourrez pas éradiquer l'islamophobie au Canada sans vous attaquer aussi au racisme dont les Arabes sont victimes.

Merci de m'avoir écouté. Je rends le reste de mon temps de parole à la présidence.

La présidente : Reyhana Patel, je vous invite à présenter votre exposé. Merci.

Reyhana Patel, directrice des communications et des relations gouvernementales, Islamic Relief Canada : Merci, madame la présidente. Je souhaite un bon après-midi aux sénateurs et à madame la présidente. Je m'appelle Reyhana Patel et je représente Islamic Relief Canada. Nous sommes l'une des plus grandes ONG musulmanes au Canada et, à ce titre, nous sommes depuis de nombreuses années en première ligne dans la lutte contre l'islamophobie. Notre communauté est depuis beaucoup trop longtemps victime de la haine, surtout en ligne. Au fil des ans, cette haine, sous toutes ses formes, a gagné en importance. Nous recevons des commentaires haineux et menaçants, en ligne et hors ligne. Notre bureau a reçu des lettres, du courrier haineux, et notre personnel et nos équipes de bénévoles ont été physiquement harcelés et attaqués dans l'exercice de leurs fonctions.

Nous avons vu d'autres organisations musulmanes faire face à des défis semblables et nous avons remarqué une islamophobie systémique, même au sein d'institutions gouvernementales comme l'ARC, l'Agence du revenu du Canada, qui cible injustement les organisations musulmanes depuis plus d'une décennie maintenant. Et les attaques sont menées dans une relative impunité, parce que l'islamophobie est considérée comme une forme acceptable de racisme et de haine. Alors que la libre expression directe du racisme et de l'homophobie en public est souvent réprimée, l'islamophobie est encore acceptée dans les conversations à table. Elle peut facilement s'exprimer dans la société, que celle-ci soit policiée ou non. C'est un exutoire pour ceux qui, par ailleurs, seraient plus discrets dans l'expression de leur haine. C'est que l'islamophobie peut être perçue comme patriotique, non raciste et même rationnelle. Voilà pourquoi il faut dénoncer et contrer à la moindre occasion l'autojustification apparente et l'aveuglement des islamophobes, de la même façon que l'on combat de nombreuses autres formes de racisme et de sexism depuis l'après-guerre.

In February 2021, Islamic Relief Canada published a report entitled, *In Their Own Words: Untold Stories of Islamophobia in Canada*, which featured several compelling stories of people across the country who experienced Islamophobia, and I just want to share some of the stories with you that stood out. One of these stories was about a young man in B.C. who switched schools entirely because of the barrage of Islamophobic attacks that he was facing. We spoke to a teacher in Quebec who was forced to leave their job because they had to remove their head scarf because of Bill 21. And then we spoke to Aymen Derbali, a survivor of the Quebec City mosque shooting. He was shot and was left paralyzed, and he is now suffering the consequences of that many years on.

Some of the major findings of this report that we found are that Islamophobia is gendered, with women bearing the brunt of attacks, and that it is being increasingly normalized across Canadian society, with many victims accepting insults as something routine and ordinary. We could see this gendered element even in the research participants themselves. As we made this call for participants for this research, a significantly higher percentage of women came forward than men, and many of these women's encounters with Islamophobia revolved around their choice to wear the head scarf or the hijab.

In terms of normalization, nearly every single person we interviewed for this report prefaced the discussion with statements like, "I'm not that much of a victim," or, "I haven't experienced that much discrimination compared to others." While much of this could demonstrate a disdain for the sensational, a trait that is highly valued in Islam, it became clear from the interviews that hatred and discrimination have become so routine in Canada that many victims felt these experiences are simply to be expected when living as a religious minority in Canadian society.

Throughout the development of this report, we spoke to a number of individuals who identified their workplace as the location in which they experienced the greatest degree of Islamophobia. Notably, some of these workplaces included government offices. Alarmed by this trend, we are now embarking on a study entitled *Muslims at the Margins: Islamophobia & (Un)Employment*, which we hope to have ready for publication in early 2023.

We also presented our recommendations to the federal government at the National Summit on Islamophobia last year, which we have included in our written submissions, but I'd also like to suggest the following guidelines also be followed. Firstly, we believe the government must be more proactive, as opposed to simply reactive, when a crisis occurs in its response to Islamophobia in Canada. Secondly, it is essential that any and all measures be actioned in an appropriate manner that does not allow for any new initiative or commitment to be perceived as

En février 2021, Islamic Relief Canada a publié un rapport, *In Their Own Words : Untold Stories of Islamophobia in Canada*, qui présentait plusieurs histoires saisissantes de victimes d'islamophobie aux quatre coins du Canada. En voici quelques-unes qui ressortent du lot. Prenons le cas d'un jeune Britannique-Colombien qui a changé d'école uniquement à cause du barrage d'attaques islamophobes qui le visaient. Nous avons parlé à une enseignante du Québec qui a été contrainte de quitter son emploi parce que la loi 21 la forçait à retirer son foulard. Ensuite, nous avons parlé à Aymen Derbali, un survivant de la fusillade survenue à la mosquée de Québec. Il a reçu une balle et s'est retrouvé paralysé. Il subit toujours les conséquences de ses blessures au bout de tant d'années.

Nous avons remarqué, entre autres grands constats du rapport, que l'islamophobie ne touche pas les deux sexes de façon égale. En effet, les femmes sont les plus ciblées par les attaques, ce qui semble de plus en plus normalisé dans la société canadienne, au point que de nombreuses victimes acceptent les insultes comme quelque chose de courant et allant de soi. Cette différence entre les deux sexes s'observe même parmi ceux qui ont participé à nos recherches : lorsque nous avons lancé un appel aux participants, un pourcentage nettement plus élevé de femmes que d'hommes se sont manifestées, et bon nombre d'entre elles ont été victimes d'islamophobie parce qu'elles avaient choisi de porter le foulard ou le hijab.

À propos de normalisation, presque tous ceux que nous avons interrogés pour produire le rapport ont amorcé l'échange en disant qu'ils n'étaient pas de grandes victimes, qu'ils n'avaient pas subi autant d'islamophobie que d'autres. Bien que cela puisse tenir en grande partie à un mépris pour le sensationnel, ce qui est très apprécié dans l'islam, les entrevues ont montré à l'évidence que la haine et la discrimination sont devenues tellement courantes au Canada que de nombreuses victimes estiment que ces incidents vont de soi lorsqu'on appartient à une minorité religieuse dans la société canadienne.

Tout au long de l'élaboration du rapport, un certain nombre de personnes ont précisé que c'est surtout dans leur milieu de travail qu'elles ont été en butte à l'islamophobie. Il convient de souligner que certains de ces lieux de travail ne sont autres que des bureaux de l'État. Alarmés par cette tendance, nous entreprenons maintenant une étude intitulée *Muslims at the Margins : Islamophobia & (Un)Employment*, que nous espérons pouvoir publier au début de 2023.

Nous avons également présenté nos recommandations au gouvernement fédéral lors du Sommet national sur l'islamophobie, l'an dernier. Nous les avons reprises dans nos mémoires, mais je proposerais aussi qu'on se conforme aux lignes directrices que voici. Premièrement, nous croyons que le gouvernement doit prendre les devants au lieu de se contenter de réagir lorsque survient une crise liée à l'islamophobie au Canada. Deuxièmement, il est essentiel que toutes les mesures soient mises en œuvre de telle manière qu'elles ne puissent être perçues

“special treatment” for the Muslim community which, as we know, is a favoured trope of white supremacist groups. Lastly, in order to eradicate the ideological source of Islamophobia, the government must take a whole-of-government approach to uprooting White supremacy from every level of society.

Thank you kindly for your time and for listening to me.

The Chair: Thank you, and Adem Ali, now I turn to you.

Adem Ali, Director of Programs, Somali Canadian Association of Etobicoke: I am Adem Ali. I'm the Director of Programs at the Somali Canadian Association of Etobicoke. Etobicoke is just right by where we are right now. In particular, our organization obviously serves the Somali community, which has been in this area since the 1980s. Our organization is over 30 years old. We started off basically just doing things like immigration, helping people get their permanent residence, things like that. As the needs of the community changed, then our services also changed. So, today, we're trying to serve more youth who have been born here. They are not newcomers; their parents were newcomers and then they were born here. Another thing that we really try to serve is food insecurity, which is a big issue.

So, over the past year, what we were doing was a research program on cyber hate crime, in particular toward Muslims, and, of course, mainly Somali and East Africans. We surveyed over 400 members of our community, and we split them into three different groups. It was seniors, adults and youth. We asked them just general questions: Have they ever experienced hate? Do they even know what a hate crime is? For a lot of those seniors, they did not know what a hate crime was, especially online. They're obviously somewhat familiar with hate crimes in person, physically, but things online, after we had explained to them what it was, then they would say, “Oh, yes, we have actually experienced that.” Adults were somewhat of a mixed bag because some were newcomers, some were not. Some were very hesitant to speak of their experiences, and after a few sessions, then they were more open.

The youth in particular, though, I'd like to speak about, because they were very open about what was happening to them. They were saying that they were online mainly for — what was it? — six-plus hours. Our survey allowed them to put different amounts of time, you know, 0 to 1, 1 to 2 hours, but six-plus was the maximum that we had, and they were all ticking that.

comme un traitement de faveur accordé à la communauté musulmane qui, comme nous le savons, est une cible de choix pour les suprémacistes blancs. Enfin, pour éradiquer la source idéologique de l'islamophobie, le gouvernement doit adopter une approche pangouvernementale pour bannir le suprémacisme blanc à tous les niveaux de la société.

Merci beaucoup de m'avoir écoutée.

La présidente : Merci. Adem Ali, c'est votre tour.

Adem Ali, directeur des programmes, Somali Canadian Association of Etobicoke : Je m'appelle Adem Ali. Je suis le directeur des programmes de la Somali Canadian Association of Etobicoke. C'est précisément dans cette ville que nous nous trouvons actuellement. Bien entendu, notre organisation est d'abord au service de la communauté somalienne, qui s'est implantée dans cette région dans les années 1980. Notre organisation a plus de 30 ans. Nous avons commencé par nous occuper de choses comme l'immigration, par aider les immigrants à obtenir leur résidence permanente, par exemple. À mesure que les besoins de la collectivité changeaient, nos services ont évolué. Donc, aujourd'hui, nous nous occupons davantage de jeunes qui sont nés ici. Ce ne sont pas de nouveaux arrivants; leurs parents l'étaient, mais les enfants sont nés ici. Nous essayons vraiment de nous occuper aussi de l'insécurité alimentaire, qui est un gros problème.

Au cours de la dernière année, nous avons réalisé un programme de recherche sur la cybercriminalité haineuse dont sont victimes les musulmans et, bien sûr, principalement les Somaliens et les Africains de l'Est. Nous avons fait un sondage auprès de plus de 400 membres de notre communauté, qui ont été divisés en trois groupes : les aînés, les adultes et les jeunes. Nous leur avons simplement posé des questions d'ordre général : ont-ils déjà été victimes de haine? Savent-ils même ce qu'est un crime haineux? Bien des aînés ne savaient pas ce que c'est, surtout si le crime est commis en ligne. De toute évidence, ils connaissent assez bien les crimes haineux commis en personne, physiquement, mais en ligne? Après que nous leur avons expliqué de quoi il s'agissait, ils ont ajouté : « Oh, oui, nous avons effectivement vécu cela. » Parmi les adultes, nous avons trouvé un peu de tout, car certains étaient de nouveaux arrivants, d'autres pas. Certains hésitaient beaucoup à parler de leurs expériences, et après quelques séances, ils se sont montrés plus ouverts.

Un mot des jeunes, qui ont été très ouverts au sujet de ce qui leur arrive. Ils ont dit qu'ils étaient en ligne pour la plupart pendant plus de six heures, sauf erreur. Notre sondage leur a permis d'inscrire des durées différentes. De 0 à 1 heure, de 1 à 2 heures, par exemple. Mais le maximum de réponses s'est situé dans la catégorie de six heures et plus. Ils ont tous coché cette catégorie.

So, these youth, for them, it is almost like another world. Even for us, maybe, you know, we can put away our devices, but for them, it's always with them; they can always see it, and they said that really was the problem for them. So, when they were getting these messages about hate — just because they were who they were, they're Muslim, maybe they're even just Black — it was always there; it was always popping up, and the main culprit usually was social media.

When we were speaking to them, we were actually surprised, because we asked what solutions they'd want, and they would actually like more regulation on these social media websites. Most of the adults said that they would not want that. They're very suspicious of the government. They did not want any type of interference, but the youth were more trusting, and they wanted these things to end because it was something that they did not obviously enjoy being a part of. They did not want to be targets of hate, and they thought that there should be more regulation so that people that do this would face consequences. They wanted, just in general, more safe spaces, and more things to be done so that they could feel that they were being protected when they were online.

So, that's the main issue that we saw that was affecting youth. When they were experiencing these situations, these hate crimes, it was clearly affecting their mental health, in particular, their self-esteem. You know, I don't want to really repeat the examples that were given, but it usually had to do with, say, their name or their appearance. A simple message would linger with them. We would ask them when this happened. Maybe it was months ago, weeks ago, years ago, but they still remembered it; they still felt bad about it, and it's just not something, I think, our youth should be experiencing when they're just trying to interact online. Thank you for your time.

The Chair: Thank you very much. So, now we'll turn to the senators for questions. Senator Oh, I turn to you first.

Senator Oh: Thank you, Madam Chair. Thank you, witnesses, for being here. For Jad, I have a question for you. Can you tell us your biggest concern in regard to the Egyptian community with which you are involved? What are the most critical and most concerning things that you want the committee to look at?

Mr. El Tal: Thank you, senator, for that question. I think the biggest concern of the Arab community in general, especially in the last year and two years is housing, and the discrimination that our community faces when trying to just rent a place anywhere in Canada. We did a survey last year in February, so it's seven months ago, and we asked what the biggest concerns are. We asked participants to rank their top five biggest concerns. Number one was housing; two was healthcare; three was discrimination in general. And then when we asked more about

Donec, pour ces jeunes, c'est presque un autre monde. Même pour nous, peut-être. Nous pouvons ranger nos appareils, mais eux, ils ne s'en éloignent jamais. C'est une présence constante et, selon eux, c'est là que réside le problème. Ils reçoivent ces messages de haine — simplement parce qu'ils sont ce qu'ils sont, parce qu'ils sont musulmans, parce qu'ils sont noirs. Ces messages sont toujours là. Ils leur sautent au visage constamment. Et le grand coupable, ce sont généralement les médias sociaux.

Nos échanges avec eux nous ont étonnés. Invités à décrire les solutions qu'ils souhaitent, ils ont répondu qu'ils voulaient une réglementation plus rigoureuse des sites des médias sociaux. La plupart des adultes ne veulent pas de cette réglementation. Ils se méfient beaucoup du gouvernement. Ils ne veulent aucune forme d'ingérence, mais les jeunes ont davantage confiance, et ils veulent que ces comportements cessent parce que cela ne leur plaît manifestement pas. Ils refusent d'être la cible de la haine, et ils pensent qu'il devrait y avoir une réglementation plus rigoureuse pour que les coupables subissent les conséquences de leurs actes. Ils réclament en général des espaces plus sûrs. Ils souhaitent qu'on en fasse plus pour les protéger lorsqu'ils sont en ligne.

C'est donc le principal problème touchant les jeunes que nous avons constaté. Lorsqu'ils se retrouvent dans cette situation, devant ces crimes haineux, il est clair que leur santé mentale et plus particulièrement leur estime de soi en souffrent. Je ne tiens pas à reprendre les exemples déjà donnés, mais cette attitude désobligante tient habituellement à leur nom ou à leur apparence. Un simple message peut les hanter. Nous leur avons demandé quand les incidents se sont produits. C'est il y a des semaines, des mois, des années. Mais ils s'en souviennent toujours et ils en souffrent. Nos jeunes ne devraient pas avoir à vivre pareilles expériences simplement parce qu'ils interagissent en ligne. Merci d'avoir pris le temps de m'écouter.

La présidente : Merci beaucoup. Passons aux questions des sénateurs. Monsieur le sénateur Oh, à vous l'honneur.

Le sénateur Oh : Merci, madame la présidente. Je remercie les témoins de leur présence. Monsieur El Tal, j'ai une question à vous poser. Quelle est votre plus grande préoccupation en ce qui concerne la communauté égyptienne avec laquelle vous travaillez? Selon vous, quels sont les éléments les plus critiques et les plus préoccupants auxquels le comité devrait s'intéresser?

M. El Tal : Monsieur le sénateur, merci de cette question. La plus grande préoccupation de la communauté arabe en général, surtout depuis un an ou deux, c'est le logement, c'est la discrimination à laquelle ses membres font face lorsqu'ils essaient de louer un logement n'importe où au Canada. Nous avons fait un sondage en février dernier, il y a donc sept mois, et nous avons demandé quels étaient les plus importants sujets d'inquiétude. Nous avons demandé aux participants de classer dans l'ordre leurs cinq principales préoccupations. La première

discrimination, we got the results that I mentioned today, which is, you know, the names. For those who are visibly Muslim, obviously, it was their physical appearance that they worried about. They worried about their safety, so public safety is also a huge issue. And all of that is with regards to their Arab identity. So, those are the biggest issues.

Senator Oh: So, because of their identity, they have problems renting?

Mr. El Tal: Yes. Yes, and we did further interviews with specific people, and one of them specifically applied for three different condos in Toronto, and each time, there was a rejection, and there was no justification other than, "We just went with another candidate." There was no justification. Their credit score was good. The job contract was there. They were employed and everything. It was just that they just weren't chosen, and their feeling was that it was because they were discriminated against based on their name.

Senator Oh: Thank you.

Mr. El Tal: Thank you, senator.

Senator Oh: For Ms. Patel, you are from an NGO, you mentioned, right? So, can you tell me who funded your NGO? How do you get your funding?

Ms. Patel: Yes, so the majority of our funding comes from our community, Canadian Muslims across the country. We do get a few government grants as well, but that's between 1 and 5% of our total revenue.

Senator Oh: Do you receive any funding from foreign countries?

Ms. Patel: No, we don't. No.

Senator Oh: Absolutely none?

Ms. Patel: Islamic Relief Canada doesn't. No. No. So, we have, obviously, partner offices around the world. So, our U.S.A. office will get funding from U.S.A.; our U.K. office will get funding from the U.K.

Senator Oh: But Canadian side, only strictly from Canada?

Ms. Patel: From the Canadian government or UN agencies as well.

Senator Oh: And what is your biggest concern that you want the committee to look into for your community in terms of Islamophobia or discrimination?

était le logement; la deuxième, les soins de santé; la troisième, la discrimination en général. Et quand nous avons posé des questions plus poussées sur la discrimination, nous avons obtenu les résultats que j'ai évoqués tout à l'heure : les noms. Pour ceux qui sont visiblement musulmans, évidemment, c'est leur apparence physique qui les préoccupait. Ils craignent pour leur sécurité. La sécurité publique est donc aussi un enjeu énorme. Et tout cela se rattache à leur identité arabe. Ce sont donc les plus gros problèmes.

Le sénateur Oh : À cause de leur identité, ils ont du mal à louer un appartement?

M. El Tal : Tout à fait. Nous avons mené d'autres entrevues auprès de personnes précises. L'une d'entre elles a demandé à louer trois copropriétés différentes à Toronto, et a essuyé autant de refus. Sans aucune justification sinon que le propriétaire avait préféré quelqu'un d'autre. Bonne cote de crédit. Contrat de travail. Emploi. Rien ne manquait. Sa demande n'a pas été retenue, simplement. Elle a eu l'impression d'être victime de discrimination à cause de son nom.

Le sénateur Oh : Merci.

M. El Tal : Merci, monsieur le sénateur.

Le sénateur Oh : Madame Patel, vous représentez une ONG, n'est-ce pas? Qui la finance? Comment obtenez-vous des fonds?

Mme Patel : Oui, je représente une ONG. La majorité de nos fonds provient de notre communauté, des musulmans canadiens de partout au Canada. Nous recevons aussi quelques subventions du gouvernement, mais cela représente entre 1 et 5 % de toutes nos rentrées.

Le sénateur Oh : Recevez-vous des fonds de pays étrangers?

Mme Patel : Non, aucunement.

Le sénateur Oh : Absolument rien?

Mme Patel : Islamic Relief Canada n'en reçoit pas. Rien. Nous avons évidemment des bureaux partout dans le monde. Notre bureau aux États-Unis obtient ses fonds dans ce pays-là et notre bureau britannique les trouve au Royaume-Uni.

Le sénateur Oh : Chez nous, tous les fonds proviennent uniquement du Canada?

Mme Patel : Du gouvernement du Canada ou d'organismes de l'ONU également.

Le sénateur Oh : Et quel grand problème lié à l'islamophobie et à la discrimination à l'encontre de votre communauté souhaitez-vous que le comité étudie?

Ms. Patel: So, I think there's two things. I think one of the things that facing the Muslim NGOs right now is the CRA and the targeting of Muslim charities by the CRA in terms of audits. We haven't been audited by the CRA ever, but other Muslim charities have and some of the stuff that we're hearing and the stuff that's coming out is very concerning. So, we would like that addressed. I know there's some work that's been going on already.

And we do a lot of work under the gender-based violence portfolio at Islamic Relief Canada, and we do a lot of work with Muslim women. When we talk to the community about Islamophobia, people are really, really scared and concerned and they're facing attacks every day. For me, for us, the one thing that stood out in the research that we do is that a lot of people feel that it's normal to experience verbal abuse, and even some physical abuse, and it's not being reported, or people aren't coming forward.

Senator Oh: Thank you. For you, I know there are a lot of Somali communities in Etobicoke, Jane and Finch area mostly. So, can you tell us a little bit about what affects your community in regard to Islamophobia?

Mr. Ali: So, again, our project was about cyber hate crime, so it was looking at how people are affected when they're online, what type of interactions they're having. Again, you can look at it from a long period of time, but what has been happening lately is that there are groups targeting anybody that they see as not White or following a different religion that they see as different — in this case, of course, you know, Muslim. We've had some discussions with a Jewish organization, and they're facing the same thing. You'll find people that will target groups that are non-Christian — insulting their appearance, their religion, their way of life, asking, "Why do you this? Why do you do that?"

Just speaking from experience from our organization as well, as some of the other panellists have said, you will find discrimination in things like trying to rent a place, trying to find a job. A lot of times you know, someone will be interviewed for a job, and everything is in order, but then they will have no callback. Or they'll try to apply to rent, and as I said, they'll have a good credit score but they won't get it. They'll try to go for, you know, some type of food pickup. Like I said, we do a lot of things. Food insecurity is a very big issue in the Somali community right now because of high rents, and they'll try to go to places to try to get food and they'll be, like, "Oh, there's nothing this week. Come back next week." Then they'll come back next week and be told, "Oh, there's also nothing," but they'll see other people having access to those services.

So, luckily, we have gotten some funding from different levels of government, municipal and federal, and we have been able to provide food hampers and grocery gift cards to the community. But the demand just far exceeds anything that we can do. So, for

Mme Patel : Deux choses. Le grand problème des ONG musulmanes en ce moment, c'est l'ARC, dont les audits ciblent des organismes de bienfaisance musulmans. Nous n'avons jamais fait l'objet d'un audit de la part de l'ARC, mais d'autres organismes de bienfaisance musulmans ont été ciblés. Nous entendons des choses très préoccupantes. Nous voudrions que le comité s'attaque au problème. Il s'intéresse déjà à la question.

Islamic Relief Canada s'occupe beaucoup du problème de la violence fondée sur le sexe et travaille auprès des musulmanes. Lorsque nous discutons d'islamophobie avec la communauté, nous remarquons une vraie crainte, une profonde inquiétude. Les agressions sont quotidiennes. À mes yeux, à nos yeux, ce qui ressort le plus de nos recherches, c'est que bien des gens trouvent qu'il est normal de subir de la violence verbale, et même de la violence physique. Les agressions ne sont pas signalées. Les victimes restent discrètes.

Le sénateur Oh : Merci. Il y a beaucoup de communautés somaliennes à Etobicoke, surtout dans la région de Jane et Finch. Dites-moi un mot des manifestations d'islamophobie qui touchent votre communauté?

M. Ali : Notre projet a porté sur la cybercriminalité motivée par la haine. Il s'agissait de voir comment les internautes sont touchés, quelle est la nature de leurs interactions. On peut examiner le problème sur une longue période, mais ce qui se passe ces derniers temps, c'est que des groupes ciblent ceux qui leur semblent ne pas être blancs ou pratiquer une religion qui leur semble différente — dans ce cas, bien sûr, l'Islam. Nous avons discuté avec une organisation juive, et elle est aux prises avec le même problème. Certains ciblent les groupes non chrétiens, leur lancent des insultes à cause de leur apparence, de leur religion, de leur mode de vie, et ils leur demandent : « Pourquoi faites-vous ceci ou cela? »

L'expérience de notre organisation confirme ce que les autres témoins ont dit. La discrimination se manifeste lorsqu'on essaie de louer un logement ou cherche un emploi. Il arrive souvent qu'on se présente à une entrevue, que tout soit en règle et qu'on ne soit pas rappelé. Ou bien, on demande à louer un logement sans pouvoir l'obtenir, même si on a une bonne cote de crédit. On se fait aussi refuser l'aide alimentaire. Nous faisons une foule de choses. L'insécurité alimentaire est un très gros problème dans la communauté somalienne en ce moment parce que les logements coûtent cher. Ceux qui s'adressent aux banques alimentaires se font répondre : « Oh, il n'y a rien cette semaine. Revenez la semaine prochaine. » S'ils y retournent la semaine suivante, ils se font dire qu'il n'y a toujours rien. Pourtant, ils en voient d'autres qui ont accès à ces services.

Heureusement, nous avons obtenu des fonds de différents ordres de gouvernement, municipal et fédéral, et nous avons pu fournir des paniers alimentaires et des cartes-cadeaux d'épicerie à la communauté. Mais la demande dépasse de loin nos

online discrimination, it is being targeted by certain groups, and in terms of physical, in person, discrimination, it is things like rent and food insecurity.

Senator Oh: Do you ever get in touch with Minister Hussen? He is in your area, and he is from Somalia.

Mr. Ali: Yes. Our executive director could not be here because he is currently rehabilitating from an injury — he injured his leg — but he has been in contact with the minister. He has told us how to pursue things. He's been very helpful to our organization over the years.

Another person who has helped us is Kirsty Duncan. She is actually located just down the street from us, and she really helps us with a lot of the issues that we face, as well as community members.

Senator Oh: Okay, good. Thank you. Thank you, chair.

The Chair: Thank you, senator. So, just a clarification. You were talking about food insecurity. Where do you go where you're told there's no food? Do you go to the local food banks?

Mr. Ali: So, in certain cases that we've seen, it's organizations. So, like I said, for us, we do receive funding, and we do say on our application that we'll give it to specific groups. Then we give it out, of course, to those groups. Other organizations that we've heard of are just ones in the Toronto area that have gotten the funding for that, and then when people try to go to access that, they've been unable to.

The Chair: And you feel that they will not give it to the Somali community while they are giving to others. Is that what I am to understand?

Mr. Ali: Yes. So, what we've seen is maybe it's been more so against Muslims or even more so against Black people, because the majority of Somalis are Black. So, it's more of that. Yeah.

The Chair: Thank you. And I will turn to Senator Gerba.

Senator Gerba: Thank you, Madam Chair. Thank you for coming here today. I'll start with Jad. You are from Montreal?

Mr. El Tal: I lived in Montreal before, but I'm not from Montreal.

Senator Gerba: Oh, okay. I don't want to talk about Bill 21, but do you think that there is any link between the increase of Islamophobia in Quebec and this bill?

moyens. La discrimination en ligne cible certains groupes. La discrimination concrète, en personne, se manifeste dans la recherche de logement et l'aide alimentaire.

Le sénateur Oh : Vous arrive-t-il de communiquer avec le ministre Hussen? Il est dans votre région et il vient de la Somalie.

M. Ali : Oui. Notre directeur exécutif n'a pas pu comparaître, parce qu'il soigne une blessure à la jambe, mais il a été en contact avec le ministre. Celui-ci nous a dit comment nous y prendre. Il a été très utile à notre organisation au fil des ans.

Kirsty Duncan nous a aussi aidés. Elle a ses bureaux tout près de chez nous, et elle nous aide vraiment, nous et les membres de la communauté, à régler bon nombre de problèmes.

Le sénateur Oh : D'accord. Merci. Merci, madame la présidente.

La présidente : Merci, monsieur le sénateur. Juste une précision. Vous avez parlé d'insécurité alimentaire. Où vous faites-vous refuser l'aide alimentaire? Ce sont des banques alimentaires locales?

M. Ali : Il s'agit parfois d'organisations. Quant à nous, nous recevons des fonds, et nous disons dans notre demande que nous ferons des dons à des groupes particuliers. Ensuite, nos dons vont à ces groupes, évidemment. D'autres organisations dont nous avons entendu parler sont de la région de Toronto et elles ont obtenu des fonds pour offrir cette aide, mais certains demandeurs se font refuser l'accès.

La présidente : Et vous avez l'impression que ces gens-là ne donnent rien à la communauté somalienne tout en accordant de l'aide à d'autres, si je comprends bien?

M. Ali : Oui. D'après ce que nous avons observé, ce sont peut-être plutôt les musulmans ou encore plus les Noirs, puisque la majorité des Somaliens le sont, qui essuient des refus. C'est donc plutôt cela, effectivement.

La présidente : Merci. Je cède maintenant la parole à la sénatrice Gerba.

La sénatrice Gerba : Merci, madame la présidente. Merci aux témoins de comparaître. Je vais m'adresser d'abord à Jad El Tal. Vous venez de Montréal?

M. El Tal : J'ai déjà vécu à Montréal, mais je ne suis pas de là-bas.

La sénatrice Gerba : D'accord. Je ne veux pas parler du projet de loi 21, mais voyez-vous un lien entre la progression de l'islamophobie au Québec et ce projet de loi?

Mr. El Tal: I think that's an excellent question, and I think that the answer is yes. In the interviews that we did, on the employment study that we did, our community members in Quebec actually named Bill 21 in their interview, saying that this is impacting their day-to-day lives, and I'm mentioning that because usually, as we know, the average Canadian doesn't really know bills or numbers of specific bills, but our community knows Bill 21 because it impacts them so much.

Senator Gerba: Okay. So, what can the federal government do? What do you think the federal government could do to end this Islamophobic behaviour in our communities?

Mr. El Tal: I understand, obviously, there's only so much the federal government could do without encroaching too much on the sovereignty of different provinces, but I think that a very positive approach would first be looking into their own backyard, how their Muslim employees in the federal government are being treated and how they feel about Islamophobia within their network. I always tell different organizations, "You have to look within first before you start looking outside and saying this person is not doing that action."

And so, I think one of the first things that the federal government should do is make a very clear statement, obviously, against Islamophobia, which they have done, and also, start asking their own members who do live in Quebec what their thoughts and feelings are, because they have many.

Senator Gerba: Thank you. This question is for any of you. I don't know if you have any study linking the increase of Islamophobia with the increase of the radicalization of Muslims. Are there any studies that link these issues?

[*Translation*]

I will say it in French. I am interested in knowing more. We observe that there is an increase in radicalization within the Muslim community. Are there any studies that have analyzed the effect of this radicalization on the rise of Islamophobia in Canada or elsewhere in the world?

[*English*]

Ms. Patel: This is not an area that I study, but I can give an overview. I don't know of any study, I'm sure there has been, but I did do some work on radicalization and preventing extremism while I lived in the U.K. While there wasn't a link, what we do is when communities feel excluded from communities and they're being pushed aside or they have really bad experiences, they can kind of go down that path of radicalization.

But again, when we're talking about Canada, I'm not entirely sure. Maybe my colleagues will be able to speak more about whether there's a concrete study, but I do know, generally, when

M. El Tal : Excellente question. Je pense que oui. Au cours de nos entrevues, pendant notre étude sur l'emploi, les membres de notre communauté au Québec ont parlé du projet de loi 21, disant que cette mesure a une incidence sur leur vie quotidienne. D'habitude, les simples citoyens ne connaissent pas le numéro des projets de loi. Ils connaissent celui de ce projet de loi, tellement il a de lourdes conséquences pour eux.

La sénatrice Gerba : D'accord. Que peut faire le gouvernement fédéral? Selon vous, que pourrait-il faire pour mettre fin au comportement islamophobe dans nos collectivités?

M. El Tal : Je comprends, évidemment, que le gouvernement fédéral ne peut pas en faire tellement sans trop empiéter sur la souveraineté des provinces, mais une démarche très constructive consisterait d'abord à examiner ce qui se passe dans sa propre cour, à voir comment ses employés musulmans sont traités, à réfléchir à l'islamophobie dans son propre réseau. Je dis toujours à différentes organisations : « Regardez d'abord ce qui se passe chez vous avant de dénoncer l'inaction des autres. »

Le gouvernement fédéral devrait avant tout déclarer très clairement qu'il réprouve l'islamophobie, ce qu'il a fait, mais aussi commencer à demander à ses propres députés du Québec, qui sont nombreux, ce qu'ils pensent, ce qu'ils ressentent.

La sénatrice Gerba : Merci. Ma question s'adresse à n'importe lequel des témoins. Avez-vous étudié le lien qui existe peut-être entre l'aggravation de l'islamophobie et la radicalisation de certains musulmans? Y a-t-il des études qui établissent ce lien?

[*Français*]

Je vais le dire en français. Cela m'intéresse d'en savoir davantage. On observe qu'il y a une augmentation de la radicalisation au sein de la communauté musulmane. Est-ce qu'il y a des études qui ont analysé l'effet de cette radicalisation sur la montée de l'islamophobie au Canada ou ailleurs dans le monde?

[*Traduction*]

Mme Patel : Ce n'est pas un domaine que j'étudie, mais je peux vous donner un aperçu. Je ne connais aucune étude, mais je suis sûre qu'il y en a. Lorsque j'habitais au Royaume-Uni, je me suis intéressée à la radicalisation et à la prévention de l'extrémisme. Bien qu'il n'y ait pas de lien, il peut arriver que les communautés qui se sentent exclues, repoussées dans les marges, qui ont des expériences très regrettables, soient tentées par la radicalisation.

Quant au Canada, je ne suis pas tout à fait sûre de ce qu'il en est. Mes collègues pourront peut-être vous dire s'il existe une étude concrète à ce sujet, mais je sais que, de façon générale, à

you're looking at the topic of radicalization within any community, when people are sidelined, they're pushed towards what makes them feel comfortable, into different ideologies, and that can lead them down that path.

Mr. Ali: I'm not sure on the exact dates, but I think there was a study done at our organization years before I started working there, and they did find that there was a correlation. As she just said, when people are excluded or maybe feel like they're not part of the community, of the society, it is more likely that they will turn to radicalization. Not so much maybe domestically, like, doing things here, but they were going abroad to do things.

So, that's why I said in my statement that it's important, especially for the youth, that they feel safe here, that they feel that the government is taking care of them, is making sure that they're not being attacked online or physically in person, you know, discriminated against.

[Translation]

Senator Gerba: I would also like to ask another general question. I would like to know if there is anything that can be done, also with regard to the radicalization of Muslims, that would counteract or help to address the problem of Islamophobia.

Mr. El Tal: Thank you, Senator.

[English]

Just to answer the previous question and then lump into this question here as well, I'm not sure about the link between the radicalization of Muslims and increased Islamophobia, but what I know for sure is that Islamophobia existed way before the concept of radicalization of Muslims. And so, I'm not sure if they work together and they increase with each other. Maybe anecdotally they do, but I think something that has been successful in the past with de-radicalization, especially within religious communities, is to partner up with religious clergy people, partner up with mosques and other religious institutions, in order to spread the word of the actual religion, which is a religion of peace, because, like my friends here said before, the radicalization of our community members happens because of the exclusion they face from Canadian society.

When we have these types of conversations and the report comes out and we show that as a community, as a country, together, we are combatting Islamophobia, those who feel that they're excluded might feel that, oh, actually, our country is working to the benefit of us. So, they might not feel the need to radicalize.

propos de la radicalisation au sein de certaines communautés, lorsque les gens sont mis de côté, ils sont poussés vers ce qui les rend à l'aise, vers différentes idéologies, et ils peuvent s'engager dans cette voie.

M. Ali : Je ne sais pas quand au juste, mais je crois qu'une étude a été réalisée dans notre organisation des années avant que je ne commence à y travailler. Il a été constaté qu'il y avait une corrélation. Comme Mme Patel vient de le dire, lorsque les gens sont exclus ou qu'ils ont l'impression de ne pas faire partie de la collectivité, de la société, ils risquent davantage de céder à la radicalisation. Ils ne vont peut-être pas passer à l'action au Canada, mais ils pourraient aller à l'étranger pour y mener leur lutte.

C'est pourquoi j'ai dit dans ma déclaration qu'il est important que les jeunes, surtout, se sentent en sécurité ici, qu'ils aient l'impression que le gouvernement s'occupe d'eux et veille à ce qu'ils ne soient pas agressés en ligne ou physiquement en personne, qu'ils ne soient pas victimes de discrimination.

[Français]

La sénatrice Gerba : J'aimerais aussi poser une autre question d'ordre général. J'aimerais savoir s'il y a quelque chose à faire, également en ce qui concerne la radicalisation des musulmans, et qui irait à l'encontre ou qui aiderait à régler le problème de l'islamophobie.

M. El Tal : Merci, sénatrice.

[Traduction]

Pour répondre à la question précédente et aborder ensuite celle-ci, je dirai que je ne suis pas sûr qu'il y ait un lien entre la radicalisation des musulmans et l'intensification de l'islamophobie, mais il est certain que l'islamophobie est bien antérieure à l'émergence de la notion de radicalisation des musulmans. Je ne suis pas sûr que les deux tendances soient liées ou se renforcent mutuellement. Il arrive peut-être parfois que ce soit le cas, mais ce qui a bien marché par le passé dans les efforts de déradicalisation, surtout au sein des groupes confessionnels, ce sont les partenariats avec des membres du clergé, des mosquées et d'autres institutions religieuses pour faire connaître la religion, qui est une religion de paix. Comme les autres témoins l'ont dit, des membres de notre communauté se radicalisent parce qu'ils sont exclus de la société canadienne.

Lorsque nous avons des échanges comme ceux-ci, publions des rapports et montrons que notre société, notre pays lutte contre l'islamophobie, ceux qui se sentent exclus pourraient avoir l'impression que, en fait, notre pays travaille dans notre intérêt. Ils ne ressentiront peut-être pas le besoin de se radicaliser.

So, I think what you're doing now is actually a perfect example of how we can make community members feel even more welcomed and included into Canada, so that the potential for radicalization in the future decreases.

Senator Gerba: Thank you.

The Chair: Thank you. Just to explain a bit, I started this study because I was horrified when I looked at some of the statistics, and the one that particularly shocked me was when I found out that the most Muslims killed in a G7 country were in Canada. And as we have started the study and we're continuing, we're finding out that incidents of Islamophobia are higher in Canada than they are in the U.S. There was the U.K. study which, you know, also pinpointed Canada as being not a very safe place for Muslims, and, of course, we're seeing a rise. I think three days ago there's been an incident with a young boy in Bradford who suffered hemorrhaging. We're also hearing maybe there's been an incident in Ottawa with a young Syrian refugee. So, it's continuing, and we've heard all these.

And so, I want to turn to you about an issue that's been raised by others, Jad, about the portrayal of the Middle Eastern man in media. I think back to the attack that happened on Yonge Street, the van attack. And before anybody knew who the attacker was, a certain reporter on a certain local channel said it was a wild-looking Middle Eastern man, but it wasn't a wild-looking Middle Eastern man who carried out that attack. I asked a reporter at another forum we were in what the consequences were, and they said, "Well, she was suspended for 10 days." You know, maybe we should be grateful for that suspension of 10 days. And she supposedly is of the faith also, you know.

As a family — I have two young daughters — we've developed a sense of humour at the portrayal of Muslims in Hollywood movies. I mean, a lot of it is really ridiculous. But in print media, on TV, we are beginning to see some positive images; there's been a couple of them. What's the sense in your community? Is it a sense of humour? Is it a sense of anger? Like, I mean, I see you, and I know we've had others sitting before us here. You're not an angry wild-looking man, which is the perception everyone has.

Mr. El Tal: Yes, for sure. Thank you, senator, for the opportunity to speak on this issue, which impacts me personally, like you just said. So, in a survey that we did last year, we asked our community members, "Do you feel the representation of Arabs in the media is accurate in Canada?" Ninety-five per cent said no. And we know that, obviously, like you said, we maybe try to cope with the trauma through humour, but it does impact us in a large way. Netflix right now just released a show called "Mo," I think a few weeks ago, and it talks about this Palestinian American and his experience of integrating into the U.S. as a refugee. And for the first time, I felt so much pride, because I saw someone who looked like me, who jokes like the way I do

Ce que vous faites maintenant est un exemple parfait de la façon dont nous pouvons faire en sorte que les membres de la communauté se sentent encore mieux accueillis au Canada, mieux intégrés, si bien que les risques de radicalisation diminueront à l'avenir.

La sénatrice Gerba : Merci.

La présidente : Merci. Un mot d'explication. J'ai lancé cette étude parce que certaines statistiques m'ont horrifiée. L'une d'elles m'a particulièrement choquée : le Canada est le pays du G7 où il y a le plus de musulmans tués. L'étude que nous avons amorcée et poursuivons nous apprend que les incidents d'islamophobie sont plus fréquents au Canada qu'aux États-Unis. Une étude britannique révèle que le Canada n'est pas un lieu très sûr pour les musulmans. Et nous observons une augmentation de l'islamophobie. Il y a trois jours, un jeune garçon de Bradford a subi une hémorragie. Nous apprenons qu'à Ottawa, un jeune réfugié syrien a peut-être été victime d'un incident. La tendance se maintient donc. Nous avons entendu parler de tous ces incidents.

Je voudrais aborder une question que d'autres ont soulevée, monsieur El Tal. Il s'agit de la représentation de l'homme moyen-oriental dans les médias. Je songe à l'attentat perpétré rue Yonge, l'attentat à la fourgonnette bâlier. Avant que quiconque ne sache qui était l'auteur de l'attentat, une journaliste d'une chaîne locale a dit que c'était un homme du Moyen-Orient à l'air furieux. Il n'en était rien. À une autre occasion, j'ai demandé à un journaliste quelles avaient été les conséquences. Il m'a répondu : « Elle a écopé d'une suspension de 10 jours. » Nous devrions peut-être être reconnaissants de cette sanction de 10 jours, mais cette journaliste est censément de notre religion.

J'ai deux jeunes filles. Dans ma famille, nous avons appris à rire de la représentation des musulmans dans les films hollywoodiens. C'est tellement caricatural. Mais dans la presse écrite et à la télévision, nous commençons à voir des représentations positives. Il y en a eu quelques-unes. Quel est le sentiment de votre communauté? Réagit-on avec humour? Avec colère? Vous n'en êtes pas à votre première comparution devant le comité. Vous n'en êtes pas un homme en colère et hagard, comme le voudrait cette perception généralisée.

M. El Tal : Oui, bien sûr. Je vous remercie, madame la sénatrice, de me donner l'occasion de parler de cette question, qui me touche personnellement, comme vous venez de le dire. Dans un sondage que nous avons réalisé l'an dernier, nous avons demandé aux membres de notre communauté : « Pensez-vous que, au Canada, la représentation des Arabes dans les médias soit fidèle? » Quatre-vingt-quinze pour cent ont dit non. Il nous arrive de réagir au traumatisme par l'humour, comme vous l'avez dit, mais l'impact reste dévastateur. Netflix vient de rendre disponible une émission intitulée *Mo*, il y a quelques semaines, je crois. Elle porte sur un Américain d'origine palestinienne et son intégration aux États-Unis comme

with my mom and my parents and my family. And so, I didn't really understand personally the importance of representation until I saw someone that actually represents me and who I am.

The first time I ever saw someone that was Muslim on TV or that was, you know, from the Orient or was Arab, was Aladdin, which is a fictional character, and obviously, there's a lot of stereotypes that go with that. And so, I think it's a really important concept.

When we specifically talk about the issue of Palestine, if I may just go into that a little bit through this question, I think — not I think — I know our community members, especially in Canada, don't feel comfortable or even, frankly, safe vocalizing support for Palestinian human rights, especially in the media, because they see what's happening in the media, and they see how people lose their jobs, lose their housing, lose their dignity in Canada simply because they say that, you know, they support Palestinian human rights.

And so, I would just like to say that also, beyond just our own representation in the media, it's also about how we're being talked about in the media, specifically with foreign policy. So, yeah, I just wanted to say that.

The Chair: Thank you. Ms. Patel, you know, a lot of respect for your organization and the work you do. You raised an issue about the CRA audits. I don't know if you're aware, but some of us are working on this. We started some time ago. We had private meetings, and of eight charities, six of them were Muslim, and I asked, "Can you tell me why these?" They said, "Oh, we never know which charities are Muslim or non-Muslim." My response was, "If you see there's a certain charity that's working in majority Muslim countries, doesn't that give you any idea?" They said, "No, it's name blind." So, you know, and I've said this in the committee because this issue is being raised, is that we don't get the answers when we ask the questions, but we continue to ask the questions.

What would you like to tell us? I know we are already thinking about the CRA issue. This is the second time this has come up today, and we heard about it yesterday also when we went on a visit to ISNA, Islamic Society of North America; we went to the mosque. I'm thinking that we have to probably do a special segment about CRA when we're talking about Islamophobia. I've been telling witnesses when they sort of ask me privately that it's like an onion. We've peeled one layer, and there's another layer, there's another layer; there are so many issues there, and some of the witnesses this morning brought up other issues that we are looking at.

réfugié. Et pour la première fois, j'ai ressenti une grande fierté, parce que j'ai vu quelqu'un qui me ressemblait, qui plaisante comme je le fais avec ma mère, mes parents et ma famille. Je n'ai pas vraiment compris personnellement l'importance de la représentation avant de voir quelqu'un qui me ressemble vraiment, qui est le reflet fidèle de qui je suis.

La première fois que j'ai vu à la télévision un musulman, un homme du Moyen-Orient, un Arabe, c'était Aladin, un personnage de fiction. Évidemment, il y a beaucoup de stéréotypes dans ce genre de représentation. Il y a là un concept très important.

À propos, précisément, de la situation de la Palestine, si je peux me permettre de l'effleurer en répondant à la question, je pense, ou plutôt je sais que les membres de notre communauté, surtout au Canada, ne se sentent pas à l'aise ni même en sécurité, à dire vrai, pour exprimer leur appui aux droits fondamentaux des Palestiniens, surtout dans les médias, parce qu'ils voient ce qui arrive. Des gens perdent leur emploi, leur logement, leur dignité au Canada simplement parce qu'ils appuient ouvertement les droits fondamentaux des Palestiniens.

Je voudrais ajouter autre chose, outre la question de notre propre représentation dans les médias. Il y a aussi la façon dont on parle de nous dans les médias, notamment en matière de politique étrangère. Je tenais à le faire remarquer.

La présidente : Merci. Madame Patel, votre organisation et son travail inspirent un grand respect. Vous avez soulevé une question au sujet des audits de l'ARC. J'ignore si vous êtes au courant, mais certains d'entre nous étudient cette question. Nous avons commencé il y a quelque temps. Nous avons eu des réunions privées. Sur huit associations caritatives, six étaient musulmanes. J'ai demandé à l'agence pourquoi ces associations avaient été choisies. Je me suis fait répondre : « Nous ne savons jamais quels organismes de bienfaisance sont musulmans ou non musulmans. » À quoi j'ai rétorqué : « Si vous constatez qu'un certain organisme de bienfaisance travaille dans des pays à majorité musulmane, cela ne vous donne-t-il pas une idée? » La réponse? « Non, le choix se fait sans que nous connaissons les noms. » Vous voyez donc, et je l'ai dit au comité, car le sujet y est soulevé, nous n'obtenons pas de réponses à nos questions, mais nous continuons de les poser.

Que voudriez-vous nous dire? Nous réfléchissons déjà à la question de l'ARC. C'est la deuxième fois que cette question est soulevée aujourd'hui, et nous en avons entendu parler hier également, lorsque nous avons rendu visite à l'ISNA, l'Islamic Society of North America; nous sommes allés à la mosquée. Nous devrons probablement consacrer un segment spécial à l'ARC dans l'étude sur l'islamophobie. J'ai dit aux témoins, en privé, que cela fait penser à un oignon. Quand on enlève une couche, il y en a toujours une autre derrière. Il y a tellement de questions en jeu, et certains des témoins de ce matin ont soulevé d'autres questions que nous examinons.

So, how do we get some of these agencies to at least admit what they're doing and the burden it's placing on these charities? Because some of those charities were doing really good work, and they can no longer do that.

Ms. Patel: Thank you for that, and I do know that you've been doing a lot of work on this. You've spoken out, so thank you. Thank you so much for that.

Again, we ask the questions. We're still not getting the answers, but it is clear in what we're seeing, you know, six of the eight charities. You know, a couple of things like calling for an investigation, a special committee to look into it a little bit more, but also, I think just generally more transparency. Like, how were these charities selected? What is the process that the CRA does to select them? How is it that six out of those eight are Muslim? You know, I'm sure there are other NGOs who work in majority Muslim countries as well. We know we're part of something called the Humanitarian Coalition, and we know we work in a lot of similar countries. So, we would like to see more transparency. How were these selected? And I think if that information is provided in the most detail possible, then you'd be able to kind of see where that discrimination is coming from and why Muslim charities are being selected for these audits.

I guess what happens during the audit as well; we're not entirely sure. We know the process, but how is that being done? Is it being done fairly across the board? The same way that Muslim charities are being audited, is it also being done with other non-Muslim charities? There's not a lot of transparency in that so, you know, we do want to see that. And again, more speaking up and asking the right questions, I think that goes a long way, and again, thank you for your work on this file.

The Chair: Thank you. Thank you for being aware of the work we do, because sometimes we senators, we're sitting in back rooms, and we're working, working, and nobody knows, which brings me to this study. I mean, if you can get the word out that we're doing this, because anyone can make a written submission to us. You know, they send it to the Human Rights Committee clerk. We have Sébastien Payet sitting here. So, you know, we will be looking at it.

Mr. Ali, when we're looking outside, we have to also look inward sometimes, and it pains me when we sometimes talk about the Somali community, we talk about the violence that's happening within that community. So, what are you doing to tackle that violence that is happening?

Mr. Ali: So, we have done a lot in the past few years, especially during COVID; we were actually able to speak with more youth because it was easier to get them through Zoom than

Alors, comment pouvons-nous amener certains de ces organismes à au moins admettre ce qu'ils font et leur faire comprendre quel fardeau cela impose à ces organismes de bienfaisance? Certains organismes de bienfaisance faisaient vraiment du bon travail, et ils en sont désormais incapables.

Mme Patel : Je vous remercie de ce que vous venez de dire. Je sais que vous avez beaucoup travaillé à ce problème. Vous vous êtes exprimée ouvertement, et je vous en remercie. Merci beaucoup.

Nous posons des questions. Nous n'obtenons toujours pas de réponses, mais les faits sont évidents : six des huit organismes de bienfaisance visés sont musulmans. On peut faire deux ou trois choses comme demander la tenue d'une enquête ou la création d'un comité spécial pour creuser la question, mais aussi, de façon générale, il faut une plus grande transparence. Comment ces organismes de bienfaisance ont-ils été sélectionnés? Comment l'ARC les choisit-elle? Comment se fait-il que six de ces huit organismes soient musulmans? Je suis sûre qu'il y a d'autres ONG qui travaillent dans des pays à majorité musulmane également. Nous faisons partie de ce qu'on appelle la Coalition humanitaire, et nous travaillons dans beaucoup de pays semblables. Nous souhaitons une plus grande transparence. Comment les organismes sont-ils choisis? Si on donnait le plus de détails possible, nous pourrions voir d'où vient cette discrimination et pourquoi les organismes de bienfaisance musulmans sont soumis à des audits.

Comment l'audit se passe-t-il? Nous ne le savons pas tout à fait. Nous connaissons le processus, mais comment est-il appliqué? Est-il équitable de bout en bout? L'audit est-il exécuté de la même façon pour les organismes de bienfaisance musulmans et pour les autres? Il n'y a pas beaucoup de transparence. Nous voulons donc voir. Il faut intervenir davantage, poser les bonnes questions. Cela permettra de beaucoup progresser. Merci de vous intéresser à ce dossier.

La présidente : Merci. Heureuse que vous soyez au courant du travail que nous accomplissons, car il arrive parfois que nous, sénateurs, siégeons à l'abri des regards et travaiillions d'arrache-pied sans que personne le sache. Ce qui m'amène à cette étude. Il serait bien que vous puissiez faire savoir que nous avons entrepris ce travail, puisque tous peuvent nous présenter des mémoires. Il suffit de les faire parvenir au greffier du Comité des droits de la personne. Sébastien Payet est là. Nous allons prendre connaissance des mémoires.

Monsieur Ali, il faut regarder autour de soi, mais savoir aussi voir ce qui se passe chez soi. Je suis peinée lorsqu'il est question de la communauté somalienne et que, parfois, on parle de la violence qui peut y sévir. Que faites-vous pour lutter contre cette violence?

M. Ali : Nous avons fait bien des choses ces dernières années, surtout pendant la pandémie de COVID-19. Nous avons été en mesure de parler à un plus grand nombre de jeunes, car il était

it was in person. So, one of the things that we did was we gathered up youth that maybe were at risk of joining a gang or maybe already in a gang, and we had some seniors from the community meet with them, just maybe to talk about what issues they're going through and how they could peacefully resolve them instead of using violence.

Another thing that we're doing is our youth entrepreneurship program, which has been running now for six or seven years. Again, that is about getting adults, mentors and community members teaching youth how to do entrepreneurship, how to have their own businesses. Because some people don't have the same opportunities that others have, teaching them entrepreneurship, teaching them that if they have their own idea that they can make it work, has been very good for them. With that, they're able to know that they can have a business, have a career, and have income for their family without resorting to other methods of obtaining funds.

So, it's going slowly, but it is going. We hope to continue to do this to help youth. That's why now, as I said, we're trying to focus more on them because they are the future, and all those clichés. But even for myself, because I have been involved in the community most of my life, a lot of the people that I grew up with, they got into trouble; they went to jail; maybe some of them even died. But the youth now, they're doing a lot better. They go to school, they graduate, and they're trying to make lives for themselves here in Canada. But again, as I said, if they feel that they're forgotten, maybe they will turn more to crime or radicalization. So, that's why we really stress that it should be that they feel included in society, that they are provided for, and they're not an outsider.

The Chair: Thank you. So, as we travelled across the country, and I was very keen that we go to Edmonton, because we've all heard stories of what the young Black Muslims, those who wear the hijab, have faced in Edmonton. I think Senator Gerba and Senator Oh will agree with me that it was some of the most painful testimony we heard when we had these two representatives from the community sitting in front of us, and the young woman started crying, and we had to say, "It's okay to show emotion. It's okay," because what was happening to her was impacting her life.

Is it similar over here? Because the young women regularly have their hijabs pulled. They face physical violence, you know, verbal abuse, coffee thrown at them. That was the picture that they painted and the fact that they don't get any help from the police. Is it similar over here?

Mr. Ali: When we were asking them about their experiences, physically, yes, maybe it was things like trying to take off their hijab or things like that. A lot of it, though, is more verbal, you know, just demeaning them, just speaking down. Like I said, we

plus facile de communiquer par Zoom qu'en personne. Nous avons rassemblé des jeunes qui risquaient peut-être de se joindre à un gang ou qui faisaient peut-être déjà partie d'un gang, et nous leur avons fait rencontrer des aînés, simplement pour discuter de leurs problèmes et de la manière de les régler pacifiquement au lieu de recourir à la violence.

Nous avons aussi un programme d'entrepreneuriat pour les jeunes, qui existe depuis six ou sept ans. Il s'agit de mobiliser des adultes, des mentors et des membres de la communauté pour initier les jeunes à l'entrepreneuriat et leur montrer comment monter leur entreprise. Comme tous n'ont pas les mêmes débouchés, il a été très utile d'initier ces jeunes à l'entrepreneuriat, de leur montrer que, s'ils ont une idée, ils peuvent la concrétiser. Ils apprennent ainsi qu'ils peuvent avoir une entreprise, une carrière et un revenu pour la famille sans recourir à d'autres moyens de se procurer de l'argent.

Nous progressons lentement, mais nous progressons. Nous poursuivrons nos efforts pour aider les jeunes. Voilà pourquoi, je le répète, nous essayons de nous concentrer davantage sur eux parce qu'ils sont l'avenir. Je peux reprendre tous les clichés qui ont cours. Je peux dire pour ma part, puisque j'ai été engagé pendant presque toute ma vie dans la communauté, que beaucoup de gens avec qui j'ai grandi ont eu des problèmes; ils sont allés en prison; certains sont même morts. Mais les jeunes d'aujourd'hui s'en tirent beaucoup mieux. Ils vont à l'école, obtiennent leur diplôme et essaient de se faire une vie au Canada. Mais j'y reviens : s'ils ont l'impression d'être oubliés, ils se tourneront peut-être davantage vers la criminalité ou la radicalisation. C'est pourquoi nous insistons sur le fait qu'ils devraient se sentir intégrés à la société, avoir le sentiment qu'on s'occupe d'eux, qu'ils ne sont pas des étrangers.

La présidente : Merci. Dans nos déplacements au Canada, je tenais à ce que nous nous rendions à Edmonton, car nous avons tous entendu parler des problèmes qu'y éprouvent les jeunes musulmans noirs et les femmes qui portent le hidjab. La sénatrice Gerba et le sénateur Oh seront d'accord avec moi pour dire que les témoignages les plus douloureux que nous avons entendus sont ceux de deux témoins de cette communauté. À un moment donné, la jeune femme s'est mise à pleurer, et nous avons dû lui dire qu'il était normal de manifester sa peine. Ce qui lui arrivait avait un impact sur sa vie.

Est-ce la même chose ici? Il arrive régulièrement que des jeunes femmes se fassent arracher leur hidjab. Elles sont victimes de violence physique, de violence verbale, on leur lance du café. C'est le tableau qu'elles ont brossé. Et la police ne les secourt pas. Est-ce la même chose ici?

M. Ali : Nous leur avons demandé ce qui leur arrivait. Il peut effectivement y avoir de la violence physique. Elles se font arracher leur hidjab, par exemple. En bonne partie, cependant, il s'agit de violences verbales, de propos méprisants et

were focusing on cyber hate crime, so it was just constant messages on social media, people they didn't know. They just see that they had — maybe they thought their name was a Muslim name or what have you, and then they started messaging them.

So, a lot of them said that they had to, you know, have a display picture or a profile picture that was something else, was not they themselves, and they had to use a different name. If they had any name that people could identify, then all the hate messages would flood in.

The Chair: So, you bring up another interesting aspect. My young daughter who as a lawyer had trouble finding employment. She graduated from U of T, which is supposedly one of the best schools. Someone told me, he said, "Ask her to change her name." So, that's the thing we face.

And I remember this instance once where I was with another senator, and we were getting ready to board a plane. They said "Zone 1," and I went, and the woman looked at me and said, "We're boarding Zone 1 only." I said, "Yes, ma'am. In one instance, you presumed I don't understand English. I can't afford to be in Zone 1." I actually took it to the next level when Air Canada were appearing before the transport committee, because as a senator, I can go to any committee and ask a question. And I said, "Well, I have a question," and the chair said, "Sure," because he thought we were talking about the issue at hand. And I came out with this culture sensitivity training. Do you give your employees that? You know, do they recognize Canada has changed? Do they walk the streets of the major cities and realize who is there? And the CEO was there, and the person just came running to me afterwards, "Here, senator. Here, senator. If you ever have an issue, tell us." But it's at every level. It's at every level, you know, that presumption that you can't speak English, you don't understand, just because you have a different name, just because you look different, you know. So, it's there.

Through this study and as we are raising all these issues, the issue of names has come up again and again, so I thank you. Is there anything else you would like to add?

Ms. Patel: I can just add one point to what Adem is saying. A lot of this verbal abuse that we're seeing is kind of in and around this area, but also, a lot of systematic Islamophobia within workplaces and institutions is not always verbal abuse; it's more comments that are made, several comments. At the end of the day, it's towards women wearing the head scarf or about the way that they lead their lifestyles. That also has a traumatic effect on them, and it stays with them for years and years. Many people don't realize the effects of some of those comments. Even the

descendants. Nous nous sommes intéressés surtout au cybercrime haineux. Il y a constamment dans les médias sociaux des messages haineux provenant d'inconnus. Ces inconnus ont pu remarquer un nom à consonance musulmane, par exemple, et ils commencent à envoyer des messages.

Beaucoup ont dit qu'il leur fallait opter pour une image ou un profil différents qui ne correspondent pas à leur réalité, utiliser un nom d'emprunt. Dès que leur vrai nom, permettant de les identifier, est utilisé, les messages de haine commencent à déferler.

La présidente : Vous soulevez un autre aspect intéressant. Ma jeune fille, qui était avocate, avait du mal à trouver un emploi. Elle est diplômée de l'Université de Toronto, qui est censée être l'un des meilleurs établissements. Quelqu'un m'a conseillé de lui dire de changer de nom. Voilà où nous en sommes.

Je me souviens d'un incident. J'étais en compagnie d'un autre sénateur et nous nous préparions à monter à bord d'un avion. L'embarquement des passagers de la zone 1 a été annoncé. Je me suis présentée. La dame m'a regardée et m'a dit : « Zone 1 seulement. » J'ai répondu : « Oui, madame. Dans un cas, vous avez présumé que je ne comprenais pas l'anglais. Vous pensez que ne peux pas me permettre de voyager en zone 1. » En fait, j'ai porté la question au niveau supérieur lorsque des représentants d'Air Canada ont comparu devant le Comité des transports. Tout sénateur peut se présenter à n'importe quel comité et poser des questions. J'ai dit que j'en avais une à poser. Le président a accepté, pensant qu'elle portait sur le sujet à l'étude. J'ai parlé de la sensibilisation aux différences culturelles : « Offrez-vous cette formation aux employés? Sont-ils conscients du fait que le Canada a changé? Vont-ils dans les rues des grandes villes et voient-ils qui ils y côtoient? » Le PDG était présent et il s'est précipité vers moi après la séance : « Madame la sénatrice, si jamais vous avez un problème, dites-le-nous. » Mais le problème se manifeste à tous les niveaux. Cette présomption que telle personne ne connaît pas l'anglais, qu'elle ne comprend pas, simplement parce qu'elle a un nom différent, parce que son apparence est différente. Nous en sommes là.

Au cours de notre étude, parmi tant d'autres problèmes, la question des noms a été soulevée à maintes reprises. Je vous en remercie. Autre chose à ajouter?

Mme Patel : Je reviens sur ce qu'Adem Ali vient de dire. Dans cette région-ci et aux alentours, il y a beaucoup de violence verbale, mais une grande partie de l'islamophobie systémique dans les milieux de travail et les institutions ne peut être qualifiée de violence verbale. Ce sont plutôt des réflexions blessantes. Au bout du compte, on vise les femmes qui portent le foulard, on met en cause leur mode de vie. Cela a aussi un effet traumatisant sur elles, et elles en restent marquées pendant des années. Bien des gens ne sont pas conscients des effets de

women themselves don't realize it's Islamophobia. They think it's okay: because I'm dressed like this, it's normal for people to say that, but that's not acceptable either. That is Islamophobia.

Mr. El Tal: Similar to that, we do a lot of research in the Institute — obviously, we're a think tank — and it's really difficult to extract a lot of information from the Arab community because of the lack of trust of just general institutions, but also because Arabs don't want to complain about being here, because being here is much better for them than being back home, right? So, whatever they face — the anti-Arab racism, the Islamophobia — they'll take, and they won't even call it "Islamophobia," because they're just, like, it's part of the package. I moved to Canada; I have to experience this.

And so, when we're doing these studies, it's like we're pulling teeth, and we're trying to extract it from them. Every time I hear about an experience — and sometimes it's traumatic, you know, hair being pulled, not being treated well at work, et cetera — it always ends with, "But it's okay. I'm fine. I'm fine." I'm, like, "Yeah, I know you're fine. I know that what you're saying is that it's okay, but in general, it's not, and you shouldn't be experiencing this."

And so, thank you so much for doing this committee, because I think it's shedding a light on something that might be behind closed doors still a little bit, even though, of course, there are great partners that are speaking out about this and in the media. However, the general Arab and Muslim community, I find they're still talking about it behind closed doors, because they don't see it as something that's important, but it very much is. So, thank you for the opportunity.

The Chair: So, just before we end, I want to share with you, when I was talking about doing this study, I was at a friend's, and there were a few other Muslims there, really well-to-do, really well-settled Muslims, and I said, "Oh, I'm doing this study," and they said, "Oh, don't rock the boat. You know, we're lucky to be here," and I thought, that's a different attitude than young people take, because I am fortunate enough to have young people in my home. However, for the adults, the feeling is "don't rock the boat, we're lucky to be here, they've accepted us for what we are and we don't want anything more," which I find is not the right attitude.

So, I want to thank all of you for being here. Your testimony makes us think of other aspects of Islamophobia. I tell all the witnesses that we're even struggling with the word "Islamophobia" — we are doing a study of "Islamophobia" — but "phobia" means when you're afraid of somebody; it does not speak to the repercussions to the community that they are afraid

certaines réflexions. Même les femmes touchées ne se rendent pas compte que c'est de l'islamophobie. Elles pensent que c'est acceptable : étant donné que je suis habillée de telle façon, il est normal qu'il y ait des réflexions semblables. Mais ce n'est pas acceptable non plus. C'est de l'islamophobie.

M. El Tal : Dans le même ordre d'idées, nous faisons beaucoup de recherche à l'institut — nous sommes un groupe de réflexion, après tout — et il est vraiment difficile d'arracher beaucoup d'information à la communauté arabe parce qu'elle se méfie des institutions, mais aussi parce que les Arabes ne veulent pas se plaindre d'être au Canada, puisque c'est beaucoup mieux que d'être dans leur pays d'origine, n'est-ce pas? Peu importe les difficultés, comme le racisme contre les Arabes et l'islamophobie, ils s'y font. Ils se disent que c'est inévitable : « Je suis venu au Canada. Il faut faire avec. »

Pour réaliser nos études, il faut leur arracher l'information. C'est aussi douloureux que d'extraire une dent. Chaque fois que j'entends parler d'un incident — et c'est parfois traumatisant, comme se faire tirer les cheveux, se faire maltraiter au travail, et ainsi de suite — la victime finit toujours par conclure : « Mais cela peut aller. Je vais bien. » Ma réaction? « Oui, je sais que vous allez bien. C'est ce que vous dites, mais de façon générale, ces comportements ne sont pas acceptables. Vous ne devriez pas avoir à les subir. »

Je suis profondément reconnaissant au comité de son travail. Il braque les projecteurs sur des comportements qui restent encore un peu dans l'ombre, même si nous avons de grands alliés qui les dénoncent et en parlent dans les médias. Il n'en reste pas moins que, en général, les communautés arabe et musulmane n'en parlent toujours que derrière des portes closes. Elles n'y attachent pas beaucoup d'importance alors que, au contraire, c'est très important. Merci de m'avoir donné l'occasion de témoigner.

La présidente : Donc, juste avant de terminer, je veux vous raconter quelque chose. J'ai parlé de faire cette étude quand j'étais chez un ami avec quelques autres musulmans à l'aise, très bien établis. Quand je leur ai dit que j'allais réaliser cette étude, ils m'ont répondu : « Ne faites pas de vagues. Vous savez, nous avons de la chance d'être ici. » Je me suis dit que cette attitude était bien différente de celle des jeunes, car j'ai aussi la chance d'accueillir des jeunes chez moi. Les adultes se disent plutôt : « Il ne faut pas faire de vagues, nous avons de la chance d'être ici. Les Canadiens nous ont acceptés pour ce que nous sommes et nous ne réclamons rien de plus. » À mon avis, ce n'est pas la bonne attitude.

Je tiens donc à vous remercier tous d'être là. Vos témoignages nous font penser à d'autres aspects de l'islamophobie. Je dis à tous les témoins que nous avons du mal avec le mot « islamophobie ». Notre étude porte sur l'islamophobie. Or, phobie signifie peur. Ce qui ne dit rien des répercussions sur la communauté dont on a peur et qui est victime de violence

of, which has led to physical and verbal violence. So, we're rethinking the name. We're toying with "anti-Muslim hate," "anti-Muslim racism." So, let's see. By the time we're done with the study, and we release it, it might have a different name.

You know, everything we heard will be recorded, and it will go into the final report. When the report is done, at the end of the report, we have recommendations to the government, and it will be available to the general public, and we'll release it with a press conference in Ottawa, but I thank you.

I shall now introduce our second panel of the afternoon. So, witnesses, you have been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from all witnesses and then turn to the questions from senators. And here, I have to apologize. Two of our senators had to leave, because we wear many hats and we commit to many things, but you have Amina and myself here and, just so you know, it will be shared with all the senators.

So, I want to introduce our panel of witnesses. We have Anver Saloojee, who is the Interim Vice-President of Equity and Community Inclusion, Toronto Metropolitan University. We have Nouman Ashraf, who is an assistant professor at University of Toronto, and from the Islamic Foundation of Toronto, Shaykh Yusuf Badat, who is the Imam and Director of Religious Affairs. The Islamic Foundation is where I go most often. Imam, I'm in there and out the door. Sometimes nobody even knows I'm there, but I come there quite often, and I want to thank you for having such a safe space for Muslims.

So, I will now invite Mr. Saloojee to make his presentation.

Anver Saloojee, Interim Vice-President, Equity and Community Inclusion, Toronto Metropolitan University, as an individual: Thank you so much, senator, and thank you for allowing me to be a part of this really fabulous panel. With my colleague next to me from U of T, we've had a nice chat. He actually stole one of my executive directors, so I'm not sure if I should be happy with him or angry with him, but my executive director is well placed. Thank you much for this.

I'm going to take a slightly different track, and I heard some of the comments and questions that were in the last panel, and to me, I think your work is going to be immensely important to cohesion and to inclusion in Canada in the future. So, I'd like to start with that. While I made a submission that is significantly longer than my presentation, I want to focus on two things out of my submission: first, the very notion of Islamophobia itself, and second, a series of recommendations for your consideration.

physique et verbale. Nous sommes donc en train d'y repenser. Nous remettons en question l'utilisation de ce terme. Nous songeons à « haine contre les musulmans », à « racisme contre les musulmans ». Nous verrons. D'ici la fin de l'étude et la publication du rapport, le terme pourrait changer.

Tout ce que nous avons entendu sera enregistré et servira à l'élaboration du rapport final. À la fin du rapport, nous formulerais des recommandations à l'intention du gouvernement. Le rapport sera à la disposition du grand public. Nous le rendrons public au cours d'une conférence de presse à Ottawa. Je vous remercie.

Je vais maintenant présenter le deuxième groupe de témoins de cet après-midi. Les témoins ont été priés de faire un exposé liminaire de cinq minutes. Nous entendrons tous les témoins, puis nous passerons aux questions des sénateurs. Je dois présenter des excuses. Deux sénateurs ont dû nous quitter. Nous devons nous partager entre de nombreux rôles et de multiples engagements. Mais il vous reste la sénatrice Gerba et moi. Vos témoignages seront néanmoins communiqués à tous les sénateurs.

Voici donc les témoins. Nous accueillons Anver Saloojee, vice-président intérimaire, Équité et inclusion communautaire, Université métropolitaine de Toronto. Nous recevons également Nouman Ashraf, professeur adjoint à l'Université de Toronto, et Shaykh Yusuf Badat, de l'Islamic Foundation of Toronto, qui est imam et directeur des affaires religieuses. C'est à la fondation que je vais le plus souvent. Je dirai à l'imam que je suis présente et près de la porte. Parfois, personne ne sait que je suis là, mais je m'y rends plutôt souvent. Je tiens à vous remercier d'offrir un asile sûr aux musulmans.

J'invite maintenant M. Saloojee à présenter son exposé.

Anver Saloojee, vice-président intérimaire, Équité et inclusion communautaire, Université métropolitaine de Toronto, à titre personnel : Merci beaucoup, madame la sénatrice, et merci de me permettre de faire partie de ce groupe de témoins vraiment fabuleux. Avec mon collègue de l'Université de Toronto, nous avons eu une belle conversation. En fait, il a volé l'un de mes directeurs généraux. Je ne sais pas trop si je dois être content ou en colère, mais mon directeur général a trouvé une bonne place. Merci beaucoup.

Je vais aborder la question sous un angle légèrement différent. J'ai entendu certaines des observations des témoins de tout à l'heure et certaines des questions qui leur ont été posées. À mon sens, votre travail sera extrêmement important pour assurer la cohésion et l'inclusion au Canada à l'avenir. Voilà mon point de départ. J'ai présenté un mémoire qui est beaucoup plus long que mon exposé, mais je voudrais me concentrer sur deux éléments de mon mémoire. Premièrement, la notion même d'islamophobie. Ensuite, une série de recommandations à votre intention.

I know, and I heard earlier, that you have heard a lot about the term “Islamophobia,” which is now widely used, but it is a contentious and very problematic term. I think it has outlived its usefulness, and it obscures more than it actually reveals. While it’s popular, it’s a term that ought to be jettisoned, and I hope you do jettison it, and I hope that members of this committee can come up with a better term to replace it. Words do matter. As someone said earlier in the previous panel, representation matters, but so do words. What is at issue here is the greater definition of clarity, definition of position, and I think this panel, this committee as a whole and your work will allow us to get there.

So, what we are talking about is not “Islamophobia.” It’s actually anti-Muslim hate, anti-Muslim discrimination, and it’s not a “phobia” like an irrational fear of flying or of open spaces, of spiders, or anything else. It’s anti-Muslim hate, it’s anti-Muslim discrimination. It has deep roots in western notions of the Orient, and this Orientalist narrative is now reproduced in new and complex ways in contemporary society.

In the post-Cold War era, it is a western debate about Islam, the so-called backwardness, or in the Canadian context in 2014/15, it was a debate about so-called barbaric cultural practices. It’s about an Islam that people view as immutable, unchanging. It’s a debate about migration to the west by Muslims, and it’s about the so-called integration of Muslims into western societies.

In the contemporary manifestation of Orientalism, complex intersecting identities of Muslims become and elide into one gigantic monolith of Muslims who have no differentiated identity. At its core, this trope finds expression in Huntington’s *The Clash of Civilizations* where Islam is seen as a threat to western civilization, and the young Muslim male is stereotyped as a terrorist, and the religious garb-wearing Muslim female is robbed of her agency as a woman.

Islamophobia highlights fears. It focuses on the individual, and it plays on the emotional and the visceral, and in a strict textual reading, it obscures the historical, the structural and the systemic. The term allows policy makers, judges, et cetera, to focus on the emotional state of the perpetrator, as the perpetrator has an irrational fear of the Muslim. The work of this committee comes, I think, at a very unique time, when a policy window has opened to reshape our thinking. First, abandon the term “Islamophobia,” and second, bring definitional clarity to a new term. I recommend that Islamophobia be replaced with “anti-Muslim racial discrimination,” comprehensively defined, so as to encompass and direct attention and remedial preventative action towards individual and systemic practices, as well as state, state agency and state personnel practices that are

Je sais, et je l’ai entendu tout à l’heure, que le terme « islamophobie » revient extrêmement souvent. Il est devenu très courant. Cependant, c’est un terme litigieux et problématique. À mon avis, il a perdu son utilité et il dissimule plus d’émotions qu’il n’en révèle. Il est populaire, mais il ne devrait plus faire partie du vocabulaire, et j’espère que les membres du comité trouveront un meilleur terme pour le remplacer. Les mots sont très importants. Comme un témoin du groupe précédent l’a souligné, la représentation est importante, mais les mots le sont aussi. Il est crucial à ce point-ci de définir clairement notre position, et je pense que grâce à ce groupe de témoins, à ce comité et à son travail, nous y parviendrons.

Nous ne parlons donc pas ici d’« islamophobie ». Nous parlons en réalité de la haine contre les musulmans, de la discrimination contre les musulmans. Ce n’est pas une « phobie », comme la peur irrationnelle de voler en avion ou celle des grands espaces, des araignées ou autres. C’est une haine des musulmans, c’est de la discrimination contre les musulmans. Ces sentiments sont profondément enracinés dans la pensée occidentale face à l’Orient, et ce récit se reproduit maintenant sous une forme nouvelle et complexe dans notre société.

Après la guerre froide, ces sentiments ont déclenché un débat occidental sur l’islam, sur son soi-disant retard de développement ou, dans le contexte canadien de 2014-2015, un débat sur des pratiques culturelles dites barbares. Il s’agit d’un islam que les gens considèrent comme immuable et inchangable. C’est un débat sur la migration des musulmans vers l’Ouest, sur une soi-disant intégration des musulmans dans les sociétés occidentales.

Dans cette manifestation contemporaine de l’orientalisme, on a recoupé les identités complexes des musulmans pour les fusionner en un gigantesque monolithe d’identité musulmane. Essentiellement, ce trope trouve son expression dans l’ouvrage de Huntington, intitulé *The Clash of Civilizations*, où l’islam est perçu comme une menace pour la civilisation occidentale, où le jeune musulman est stéréotypé comme terroriste, et où la femme musulmane vêtue de vêtements religieux est dépouillée de son rôle de femme.

Le terme « islamophobie » évoque la peur. Il se concentre sur la personne et joue sur des émotions viscérales. Dans son sens littéral, il obscurcit l’histoire, la structure et le système. Il permet aux décideurs, aux juges et autres, de se concentrer sur l’état émotionnel de l’agresseur en lui attribuant une peur irrationnelle des musulmans. Votre comité entame ce travail, il me semble, à un moment très propice, car une fenêtre politique s’est ouverte pour remodeler la réflexion. Abandonnez avant tout le terme « islamophobie », puis précisez la définition du nouveau terme que vous choisirez. Je vous recommande de le remplacer par « discrimination raciale antimusulmane » et de définir cette expression de façon exhaustive afin d’englober et de souligner les mesures préventives à instaurer à l’égard des pratiques individuelles et systémiques ainsi que des pratiques de l’État, de

motivated by discrimination, by hate, by hate crimes, by racist ideology and by racist speech. And these are actually, as I said before, perpetrated by state, state agencies. I heard you talk about the CRA earlier, but it's not just the CRA; it's CSIS, it's the RCMP, and it's personnel in the RCMP. As you know, there is a case against the RCMP, a \$35 million case, on the basis of individual acts of discrimination against a person who is Muslim.

This replacement will signal the significant, uniquely Canadian, contribution to a global discourse. It speaks directly to a number of really important currents that I'm sure people have already addressed with you: individual, fear-based, irrational prejudice, discrimination and violence, the historical roots and the contemporary manifestations; the perpetuation of stereotypes about Islam as a backward religion, deeply antithetical to the west; the social construction and continued reproduction of stereotypes about Muslim men and women; and the complex interplay between what the state does, what the mass media does and the way in which ordinary, everyday Canadians view Muslims, that is, as a threat to cohesion, threats to stability, threats to the "Canadian way of life," et cetera.

This approach is perfectly consistent with an intersectional approach that fractures the notion of a homogenous identity that shows that anti-Muslim racial discrimination is gendered, and I'm suggesting as well that it resonates loudly with both the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, and in the case of the Province of Ontario, the *Ontario Human Rights Code* and the anti-racism legislation. Naming anti-Muslim racial discrimination for what it is is the first crucial step in dealing with it and in dealing with and building trust in the Muslim community.

The onslaught of predominantly negative images of Muslims and Islam in the media; the absence of positive portrayals; the representation of Muslims in the wars in Afghanistan and Iraq; the reportage of so-called lone-wolf attacks; the veiled language in proposed legislation on the barbaric cultural practices act; the repeated coded legislation targeting Muslims, in the name of secularism, in Quebec; and security agencies reporting that Canada is under threat from Muslim terrorists, while the reality is that it's actually the right-wing that threatens our democracy — all have the cumulative effect of heightening completely out of proportion the threat or the so-called threat and the fear of Muslims amongst Canadians. And this is both in the online and the off-line media.

So, it behooves us also to look at how the Canadian state-level discourses on anti-Muslim racial discrimination finds expression in form and content. I, and I am sure others who have appeared before you, have detailed a number of examples of how the state

ses organismes et de son personnel qui sont motivées par la discrimination, la haine, les crimes haineux, l'idéologie raciste et le discours raciste. Ce sont en fait, comme je l'ai déjà dit, des actes perpétrés par des agences étatiques. Je vous ai entendu parler de Revenu Canada tout à l'heure. Cependant, il ne s'agit pas seulement de l'ARC, mais aussi du SCRS ainsi que de la GRC et de son personnel. Comme vous le savez, la GRC fait l'objet d'une poursuite de 35 millions de dollars pour des actes de discrimination contre une personne musulmane.

Le remplacement de ce terme témoignera de la contribution importante et très particulière du Canada au discours mondial. Ce terme englobera directement un certain nombre de courants puissants dont vous avez déjà discuté, j'en suis sûr, comme les préjugés, la discrimination et la violence, les racines historiques et les manifestations contemporaines fondées sur une peur irrationnelle. Il comprendra aussi la perpétuation des stéréotypes sur l'islam comme une religion rétrograde et profondément contraire aux valeurs de l'Occident. Il englobera également la création et la reproduction continue des stéréotypes sur les hommes et sur les femmes de l'islam ainsi que l'interaction complexe entre ce que fait l'État, ce que font les médias de masse et la façon dont les Canadiens ordinaires perçoivent les musulmans, soit comme une menace à la cohésion, à la stabilité, au « mode de vie canadien », et cetera.

Cette approche est tout à fait conforme à une approche intersectionnelle qui divise la notion de l'identité homogène afin de montrer que la discrimination raciale antimusulmane est sexospécifique. Je suggère également qu'elle trouve écho dans la Charte canadienne des droits et libertés, dans le Code des droits de la personne de l'Ontario et dans les lois contre le racisme. Pour s'attaquer à la discrimination raciale antimusulmane et pour établir la confiance envers la communauté musulmane, il faut avant tout la nommer pour ce qu'elle est réellement.

L'affichage continual d'images principalement négatives des musulmans et de l'islam dans les médias, l'absence de représentations positives, la représentation des musulmans dans les guerres en Afghanistan et en Irak, les reportages sur ce qu'on appelle « les attaques de loups solitaires », le langage voilé utilisé dans le projet de loi sur les pratiques culturelles barbares, les lois codifiées du Québec ciblant les musulmans à répétition au nom de la laïcité, les organismes de sécurité avertissant que le Canada est menacé par les terroristes musulmans alors qu'en réalité, c'est la droite qui menace notre démocratie, tous ces actes ont l'effet cumulatif d'exacerber la peur des musulmans chez les Canadiens en soulignant cette soi-disant menace. Les Canadiens en sont bombardés dans tous les médias, en ligne et hors ligne.

Il nous incombe donc aussi d'examiner comment les gouvernements canadiens expriment la discrimination raciale antimusulmane dans la forme et le contenu de leurs discours. Comme d'autres personnes qui ont comparu devant vous, j'ai

and its agencies and individuals have been complicit in anti-Muslim racial discrimination and the perpetuation of Muslim stereotypes. Often, it is subtle, and on occasion, it's open and blatant, but in all instances, it has hugely deleterious effects on the Muslim community, their sense of belonging and the relationship of trust between the state and the community. So, I recommend the committee also needs to lift the veil of secrecy so we can better understand the degree to which the state, its agencies, and its employees are complicit in the reproduction of these images.

My policy recommendations are as follows.

First, replace “Islamophobia” with “anti-Muslim racial discrimination and hate.”

Second, provide a comprehensive definition of anti-Muslim racial discrimination, along the lines suggested.

Third, establish an enhanced monitoring analysis and reporting of systemic state practices of anti-Muslim racism and racial profiling by state security agents and the sectors of policing, national intelligence and border service agencies.

Fourth, uphold international and domestic human rights law and retract arbitrary and discretionary statutes and policies curtailing and suspending the rule of law in the name of anti-terrorism and state security.

Fifth, review anti-terrorism and anti-hate efforts by the state with an equity lens to determine if there is racial bias and profiling.

Sixth, standardize hate crime and hate incident reporting standards and definitions across all jurisdictions.

Seventh, increase funding for securing sites of Islamic worship and assembly.

Last, integrate anti-racist, specifically anti-Muslim, racism and decolonial education into K-12 and post-secondary curriculum and teacher training core requirements.

So, let us be guided by our commitment to creating a better, more inclusive Canada for all who live in it, including Muslim Canadians. Thank you.

The Chair: Thank you very much for that, and the recommendations you made, maybe if you could share the list with us? I know Brendan is keeping notes, but one of our analysts took ill, so if you can share that list, too, it would help.

donné un certain nombre d'exemples de la façon dont l'État, ses organismes et ses fonctionnaires ont contribué à aggraver la discrimination raciale antimusulmane et à perpétuer les stéréotypes musulmans. Ces expressions sont souvent subtiles, mais elles sont parfois ouvertes et flagrantes. Quoi qu'il en soit, elles ont des effets extrêmement néfastes sur la communauté musulmane, sur son sentiment d'appartenance et sur la relation de confiance entre l'État et la communauté. Je recommande donc au comité de dévoiler dans quelle mesure l'État, ses organismes et ses fonctionnaires contribuent à la reproduction de ces images.

Mes recommandations stratégiques sont les suivantes.

Premièrement, remplacer le terme « islamophobie » par l'expression « discrimination raciale et haine des musulmans ».

Deuxièmement, élaborer une définition exhaustive de la discrimination raciale antimusulmane selon ce que j'ai proposé.

Troisièmement, améliorer l'analyse de la surveillance et de la dénonciation des pratiques systémiques en matière de racisme et de profilage racial antimusulman par les agents de sécurité de l'État et par les secteurs des services de police, du renseignement national et des services frontaliers.

Quatrièmement, respecter les droits de la personne que défendent les lois internationales et nationales et retirer les lois et les politiques arbitraires et discrétionnaires qui restreignent et suspendent la primauté du droit au nom de la lutte contre le terrorisme et de la sécurité de l'État.

Cinquièmement, examiner les activités de l'État dans sa lutte contre le terrorisme et contre la haine sous l'angle de l'équité pour en éliminer les préjugés et le profilage racial.

Sixièmement, normaliser les normes et les définitions de dénonciation des crimes et des incidents haineux dans tous les secteurs de compétence.

Septièmement, augmenter le financement pour la protection des lieux de culte et d'assemblée islamiques.

Enfin, intégrer une éducation contre le racisme, particulièrement antimusulman, et contre le colonialisme dans les programmes d'études de la maternelle à la 12^e année et au postsecondaire ainsi que dans les exigences de base de la formation des enseignants.

Laissons-nous donc guider par notre responsabilité de créer un Canada meilleur et plus inclusif pour tous ceux qui y vivent, y compris les Canadiens musulmans. Merci.

La présidente : Je vous remercie beaucoup pour votre présentation et pour les recommandations que vous avez formulées. Pourriez-vous nous en fournir la liste? M. Naef prend des notes, mais l'un de nos analystes est tombé malade, alors si vous pouviez nous fournir cette liste, elle nous aiderait beaucoup.

Mr. Saloojee: Yes, I have sent an emailed copy of the presentation, the longer version, including data.

The Chair: Thank you. Mr. Ashraf, I turn to you now.

Nouman Ashraf, Assistant Professor, University of Toronto, as an individual: Thank you, senators, colleagues and friends. I want to begin by thanking you for this invitation. I'll begin in the way that I know best. I come to you from the traditional lands of the Huron-Wendat, the Seneca, and most recently, the Mississaugas of the Credit. And colleagues and friends, I don't simply say this because this is one of the recommendations of the Truth and Reconciliation Commission, but for a more fundamental reason than that, and that's this: For me, public institutions of education like the University of Toronto, like the TMU, Toronto Metropolitan University, and others, only exist for two reasons. Reason number one is knowledge creation, and reason number two is knowledge mobilization. And I don't think we can do our work meaningfully unless we recognize in all our systems and the ones who have come before us, the knowledge systems of the ones on whose land we work, and the knowledge systems of the ones who are actually dealing with systemic erasure through phenomena like residential schooling, the Sixties Scoop, and what continues to be the saga of murdered and missing Indigenous women.

On that note, I want to begin by quoting Tanya Talaga, who is a knowledge keeper, a journalist and author. In her book, *All Our Relations*, she reminds us that in Ojibwe and Cree culture, leadership did not mean power; it meant caring. This committee is evidence of us caring for all of our citizens and all of our nations and nationalities that call Canada home, irrespective of background or history. To me, as somebody who is a leadership scholar, I want to just suggest that the work of erasing anti-Muslim racial discrimination and hate, as my colleague has correctly referred to it, is the work of claiming Canada's place in the family of nations, and we have a precedent, and the precedent is this: We're the first nation in the family of nations to actually have an official policy on multiculturalism. The 1971 multiculturalism policy states unequivocally that this shall be a policy for all Canadians, and that begins an understanding, a nation-to-nation understanding, that every Canadian is of one pedigree, not old stock, not second class, and I think that Muslims in particular have a claim to that equal citizenship.

Now, what's unique about the Muslim experience is, in one word, intersectionality. As I think about the demographics of Muslims, I think about the overlap between gender, race, immigration status, socio-economic status, educational background, family patterns and so on and so forth. And why that matters is that there are four particular pieces that I'm going to layer on top of Professor Saloojee's amazing

M. Saloojee : Oui, j'ai envoyé par courriel une copie complète de ma présentation avec des données.

La présidente : Merci. Monsieur Ashraf, vous avez la parole.

Nouman Ashraf, professeur adjoint, Université de Toronto, à titre personnel : Merci, sénateurs, collègues et amis. Je veux d'abord vous remercier de m'avoir invité. Je vais commencer de la façon qui m'est la plus familière. Je viens des terres traditionnelles des Hurons-Wendat, des Sénécas et, plus récemment, des Mississaugas de Credit. Chers collègues et amis, je ne dis pas cela uniquement pour suivre l'une des recommandations de la Commission de vérité et réconciliation. Je le dis parce qu'en ce qui me concerne, les établissements publics d'enseignement comme l'Université de Toronto, l'Université métropolitaine de Toronto et autres n'existent que pour deux raisons. La première est de créer des connaissances, et la deuxième est de mobiliser des connaissances. Je ne pense pas que nous puissions accomplir notre travail de façon significative à moins de reconnaître, dans tous nos systèmes et dans ceux qui nous ont précédés, les systèmes de connaissances des gens du territoire sur lequel nous travaillons, et les systèmes de connaissances de ceux qui s'occupent de l'élimination systémique de ces connaissances dans les pensionnats, de la rafle des années 1960 et de ce qui continue d'être la saga des femmes autochtones assassinées et disparues.

À ce sujet, j'aimerais commencer par citer Mme Tanya Talaga, qui est gardienne du savoir, journaliste et auteure. Dans son livre intitulé *All Our Relations*, elle nous rappelle que, dans la culture ojibwée et crie, le commandement n'était pas fondé sur le pouvoir, mais sur la compassion. Ce comité est la preuve que nous prenons soin de tous nos citoyens, de toutes nos nations et de toutes les nationalités qui font du Canada notre patrie, quels que soient nos antécédents et notre histoire. À titre d'universitaire de premier plan, je veux simplement dire que le travail d'élimination de la discrimination raciale et de la haine des musulmans, comme mon collègue l'a si bien dit, vise à revendiquer la place du Canada dans la famille des nations. Nous avons un précédent, puisque nous sommes le premier pays de la famille des nations qui ait adopté une politique officielle sur le multiculturalisme. La politique de 1971 sur le multiculturalisme affirme sans équivoque qu'elle vise tous les Canadiens. Elle sous-entend la compréhension entre nations et affirme que tous les Canadiens partagent une même identité. La population ne se divise pas en Canadiens de vieille souche et citoyens de deuxième classe. Et à mon avis, les musulmans en particulier ont le droit d'être traités comme des citoyens à parts égales.

Ce qui est unique dans l'expérience musulmane, c'est, en un mot, l'intersectionnalité. Lorsque je pense à la démographie des musulmans, je pense au chevauchement entre le sexe, la race, au statut d'immigration, au statut socioéconomique, aux antécédents scolaires, aux tendances familiales et ainsi de suite. Je vais donc ajouter quatre éléments aux excellentes recommandations du professeur Saloojee. Premièrement, nous devons reconnaître que

recommendations. The first is we actually have to acknowledge that we cannot understand the Muslim identity unless we take an intersectional lens. The experience of an Albanian, third-generation, White-passing male is not the same as someone who comes to Canada — into Toronto or any city — from the perspective of being a refugee from Somalia or Somaliland, who speaks a different language, who is visibly Black — and race enters the room before anything else — and who chooses to wear the hijab; she is castigated, seen as a different person, othered. The intersectional lens is really, really, really important.

Secondly, I think we have to actually talk about and do something about identifying the source of the bias that go undetected across the Muslim experience. I mean at the point of birth. So, when you think about the rituals that are involved in birthing a Muslim child, when you're mocked for your name — and thank you, senator, for sharing your own family's experience of the encouragement for résumé whitening, for really having access to job opportunities — the thinking happens at the point of birth, and then thinking through in K to 12 education. I am heartened by my colleague's — I should say my mentor's — recommendation about integrating through an anti-colonial, anti-racist lens, addressing the biased depictions in our curriculum and pedagogy of how Muslims are depicted and educated. So, identifying the sources of bias that are going undetected through our educational system, our employment system and our government services is important.

Thirdly, we have to talk about systems. We have to talk about systems that are actively getting in the way of delivering on the promise of a unique and gratifying experience to Muslims. These are systems of employment, these are systems of education, these are systems of specific community engagement, they're systems of incarceration and they're systems of other forms of disablement of opportunity; this is where I think we have a challenge.

Lastly, we have to establish, through mechanisms like this one, feedback loops where communities can speak about their points of pain and demand follow-up action. Frederick Douglass once said, "Power concedes nothing without a demand. It never did and it never will."

In closing, I think we have to reframe the work of this committee and the work that we have as Canadians to not simply look at the cost of Islamophobia or anti-Muslim bias and hatred in the form of racial discrimination; we have to actually ask, what is the return that we as Canadians can expect if we take a leadership role in ensuring that Muslims are not second-class citizens, but are equal in front of each other but under the law?

pour comprendre l'identité musulmane, il faut adopter une perspective intersectionnelle. L'expérience d'un Albanais de troisième génération qui n'est pas tout à fait blanc est différente de celle d'une femme qui arrive au Canada — à Toronto ou dans n'importe quelle autre ville — comme réfugiée de la Somalie ou du Somaliland. Cette femme parle une langue différente, elle est visiblement noire — car les gens remarquent la race avant toute chose —, et si elle choisit de porter le hijab, elle est punie, perçue comme une personne différente, ostracisée. L'optique intersectionnelle est vraiment très importante.

Deuxièmement, je pense que nous devons discuter de la source des préjugés qui passent inaperçus dans l'expérience musulmane afin de mieux la définir. Je parle du moment de la naissance. Pensons aux rituels pratiqués à la naissance d'un enfant musulman, qui subira plus tard des moqueries à cause de son nom. Je vous remercie, monsieur le sénateur, de nous avoir parlé de l'expérience des membres de votre propre famille que l'on encourageait à blanchir leur curriculum vitae pour obtenir de l'emploi. Cette façon de penser commence au moment de la naissance, puis elle se perpétue à l'école, de la maternelle à la 12^e année. Je suis encouragé par la recommandation de mon collègue — je devrais plutôt dire de mon mentor — sur l'intégration par une optique anticoloniale et antiraciste. Nous devons éliminer les représentations biaisées des musulmans que présentent nos programmes scolaires et notre pédagogie. Il est donc important de cerner les sources des préjugés qui passent inaperçus dans notre système d'éducation, dans notre système d'emploi et dans nos services gouvernementaux.

Troisièmement, parlons des systèmes qui entravent activement la réalisation de la promesse d'une expérience unique et gratifiante pour les musulmans. Ce sont des systèmes d'emploi, d'éducation, d'engagement communautaire, d'incarcération et d'autres formes qui les empêchent de saisir les bonnes occasions. Voilà le défi que nous devons relever.

Enfin, nous devons établir, au moyen de mécanismes comme celui-ci, des boucles de consultation où les membres de ces communautés peuvent parler de leurs problèmes et exiger des mesures de suivi. Frederick Douglass a dit un jour : « Le pouvoir ne concède rien sans une demande. Il ne l'a jamais fait et il ne le fera jamais. »

En terminant, je pense que nous devons recadrer le travail de ce comité et celui que nous avons entamé au nom des Canadiens. Ne considérons pas simplement le coût de l'islamophobie ou des préjugés et de la haine des musulmans comme de la discrimination raciale. Visons les résultats à atteindre en assumant un rôle de chefs de file pour que les musulmans ne soient pas considérés comme des citoyens de deuxième classe, mais comme des citoyens à parts égales en vertu de la loi.

So what do I think needs to be done? We need to actually have a cohesive, comprehensive and state-funded curriculum on cultural fluency. I do not like the term “sensitivity.” It’s not about being more sensitive to Muslims. It’s not about even competence, because the opposite of competence is derogatory, incompetence. Sounds very colonial to me. Here we are, at the “summit of competence.” All of you down there are very incompetent. I reject that out of hand. The term that I prefer is “cultural fluency,” which begins with understanding that culture is both powerful and largely invisible to most people. Where the culture is largely invisible and deeply powerful, we have to go to an understanding that others experience culture differently. I want to say this unequivocally for the record of this committee: there is just as much difference within the Muslim community as across non-Muslim communities, and that’s the definition of an intersectional lens. We have to develop a skill to not just navigate, but to include and to embrace the entirety that is the Muslim body politic here in Canada.

Lastly, the result of that practice is what I refer to as “cultural fluency,” because cultural fluency picks up on the metaphor of language. I used to teach that language begins with the acquisition of vocabulary, until I was teaching a bunch of linguists. They said, “Professor, language does not begin with the picking up of, the acquisition of, vocabulary; language begins with” — wait for it — “attachment.” If we want Canadian Muslims or Muslims in Canada to have an attachment to Canada, we have to demonstrate beyond a doubt that Canada has an attachment to them. Thank you.

The Chair: Thank you very much, Professor Ashraf. And now I turn to you, Imam Badat.

Shaykh Yusuf Badat, Imam, Islamic Foundation of Toronto: I begin by praising the Almighty and I convey the best of salutations to all the prophets, including Moses, Jesus and Muhammad. Peace and blessings upon each and every one of them.

I’m very grateful to this committee and Senator Salma for giving me this opportunity. Just sitting here and listening to the previous panel and what you have said, it depicts that you have considerable, not only knowledge but also experience in the matter of Islamophobia or anti-Muslim hate. I applaud your efforts and your great work, and I hope, and I can only be confident, that the result of all of this would be that we have a more inclusive Canada, we have a more peaceful Canada and we have one that is a role model for the entire world. As we say, *inshallah*, God willing.

I don’t want to make lengthy comments, but I do want to say that Islamophobia or anti-Muslim hate is real, and it does take place right from the point of time where children — as an imam firstly, I am connected with the community. In my

Que devons-nous faire, à mon avis? Nous avons besoin d’un programme scolaire cohérent, complet et financé par l’État pour assurer la fluidité culturelle. Je n’aime pas le terme « sensibilité ». Il ne s’agit pas d’agir avec plus de sensibilité envers les musulmans. Ce n’est même pas une question de compétence, parce que l’inverse de la compétence est péjoratif, c’est l’incompétence. Cela me semble très colonial. Nous voici au « sommet de la compétence ». Vous, qui venez de là-bas, êtes tous des incompétents. Je déteste ces expressions. Je préfère de loin le terme « fluidité culturelle », qui indique que l’on comprend que la culture est puissante, mais que la plupart des gens ne la perçoivent pas. Puisque la culture est invisible et profondément puissante, nous devons comprendre que les autres vivent leur culture différemment. Je tiens à dire sans équivoque au comité qu’il y a autant de différences au sein de la communauté musulmane qu’au sein des communautés non musulmanes. C’est la définition même d’une perspective intersectionnelle. Nous devons acquérir la capacité non seulement de comprendre, mais aussi d’inclure et d’adopter l’ensemble de la société musulmane qui est ici au Canada.

Enfin, cette pratique produit ce que j’appelle la « fluidité culturelle ». Il s’agit d’une métaphore linguistique. Dans le passé, j’enseignais la langue en insistant sur l’acquisition du vocabulaire, jusqu’à ce que l’on me confie un groupe d’étudiants linguistes, qui m’ont dit, « professeur, le langage ne commence pas par l’acquisition du vocabulaire; le langage commence par » — écoutez bien — « l’attachement ». Si nous voulons que les musulmans canadiens ou les musulmans qui vivent au Canada s’attachent au Canada, nous devons leur démontrer sans aucun doute que le Canada s’attache à eux. Merci.

La présidente : Merci beaucoup, monsieur Ashraf. Je vous cède maintenant la parole, imam Badat.

Shaykh Yusuf Badat, imam, Islamic Foundation of Toronto : Je commence en louant le Tout-Puissant et je transmets les meilleures salutations à tous les prophètes, y compris Moïse, Jésus et Mahomet. Paix et bénédiction sur chacun d’eux.

Je suis très reconnaissant au comité et à la sénatrice Salma de m’avoir offert cette occasion. Le seul fait d’être assis ici et d’écouter le groupe de témoins précédent et ce que vous avez dit montre que vous possédez une connaissance considérable non seulement de l’islamophobie, mais aussi de l’expérience dans le dossier de la haine contre les musulmans. Je vous félicite de vos efforts et de votre excellent travail et j’espère, et j’en suis même certain, que tous ces efforts produiront un Canada plus inclusif, un Canada plus pacifique qui donnera l’exemple au monde entier. Comme on dit, *Inshallah*, si Dieu le permet.

Je ne veux pas faire de longs commentaires, mais je tiens à souligner que l’islamophobie, ou la haine des musulmans, est réelle, et qu’elle se manifeste même envers les enfants — dans mon rôle d’imam, je suis avant tout en contact avec la

mosque, I have approximately, every Friday, between 3,000 to 4,000 people attending for the congregational prayer. So, there are youth that come to me; there are adults that come to me; there are professionals that come to me, and on the note of anti-Muslim hate, I've heard real-life stories of my own community and my own congregation facing difficulties, whether it is being bullied at school for being Muslim, or, as we've heard through the various panels, even acquiring a job, or getting a place to live or even filling up gas at a local gas station. So, it's definitely something that exists. It cannot be denied. The facts are there. The stories, I'm sure the senators have heard.

What do we need to do? We need to be accountable for the recommendations that were made previously, and I don't have any new recommendations. I refer to the National Summit on Islamophobia that took place last year around the same time, I believe it was July, and these recommendations were signed by more than 130 organizations across Canada: legal organizations, Muslim organizations and bodies and entities that are doing work on the ground and have research and facts primarily prepared by a student-at-law, I believe also a student of our professor here, Azeezah Kanji.

So, again, there are no new recommendations. We need to take account of ourselves as a government. What are we doing with all of these committees that are being put together to hear from the community and these recommendations that have been presented? What's the accountability? What have we done, and how have we actually addressed and taken concrete action to eliminate all kinds of anti-Muslim hate and bring about a better inclusive Canada and a peaceful Canada? Those are my remarks. Thank you.

The Chair: Thank you very much, and I'll turn to Senator Gerba for questions, and then I will take my turn.

[Translation]

Senator Gerba: I will begin by thanking our witnesses for being here today.

Your remarks, testimony, and recommendations are truly appreciated. I will start by addressing Mr. Ashraf. I very much appreciated your historical review of Canada's history, the history of Canada's multiculturalism. I enjoyed it very much. I especially appreciated the fact that you made the connection to the Canadian First Nations.

Why do I say that? I'll take a personal example; it's an anecdote that happened in a shop when I was with my husband. There was a person serving us who said to my husband: "You speak French very well; did you study in France? When did you come here?" My husband looked at her and then said, "Yes, I speak French and I come from Cameroon." In fact, she asked

communauté. Dans ma mosquée, chaque vendredi, entre 3 000 et 4 000 personnes viennent pour la prière de la congrégation. Donc des jeunes viennent me parler, des adultes viennent me parler, des professionnels aussi. J'ai entendu des récits réels sur la haine des musulmans vécus par les membres de ma propre communauté et de ma propre congrégation. Des écoliers subissent de l'intimidation parce qu'ils sont musulmans. Comme l'ont mentionné des témoins, certaines personnes ont de la difficulté à décrocher un emploi, à obtenir un logement ou même à faire le plein d'essence dans une station-service locale. Donc il est certain que cette haine existe. On ne peut pas le nier. Les faits sont là. Je suis sûr que les sénateurs ont entendu ces récits.

Que devons-nous faire? Nous devons appliquer les recommandations qui nous ont été présentées, et je n'en ai pas de nouvelles à vous donner. Je fais référence au Sommet national sur l'islamophobie qui a eu lieu l'an dernier à peu près à cette époque, en juillet, je crois. Ses recommandations ont été signées par plus de 130 organismes de partout au Canada : par des organismes juridiques, par des organismes musulmans. Elles ont été signées par des organismes qui travaillent sur le terrain et qui ont présenté des résultats de recherche et des faits préparés principalement par un étudiant en droit, je crois, un étudiant de notre professeur qui est ici, M. Azeezah Kanji.

Je le répète, je n'ai pas de nouvelles recommandations à vous présenter. À titre de gouvernement, nous devons assumer ces responsabilités. Que faisons-nous de tous ces comités mis sur pied pour écouter la communauté et des recommandations qu'on leur présente? Quelle est la reddition de comptes? Qu'avons-nous fait et comment avons-nous pris des mesures concrètes pour éliminer toutes les formes de haine contre les musulmans afin que le Canada soit plus inclusif et pacifique? Voilà ce que j'avais à dire. Merci.

La présidente : Merci beaucoup. Je vais céder la parole à la sénatrice Gerba pour qu'elle pose ses questions, puis je poserai les miennes.

[Français]

La sénatrice Gerba : Je vais commencer par remercier nos témoins d'être ici aujourd'hui.

Vos remarques, vos témoignages et vos recommandations sont vraiment appréciés. Je vais commencer par m'adresser à M. Ashraf. J'ai beaucoup apprécié votre rappel historique de l'histoire du Canada, l'histoire du multiculturalisme du Canada. J'ai beaucoup apprécié. J'ai surtout apprécié le fait que vous ayez fait le lien avec les Premières Nations canadiennes.

Pourquoi dis-je cela? Je vais prendre un exemple personnel; c'est une anecdote qui s'est produite dans un magasin alors que j'étais avec mon mari. Il y a une personne qui nous servait et qui a dit à mon mari : « Vous parlez très bien français; est-ce que vous avez étudié en France? Quand est-ce que vous êtes arrivé ici? » Mon mari la regarde et puis dit : « Oui, je parle français et

where he was born. He said he was born in Cameroon. So he said, "I was born in Cameroon. And what are your origins?"

And he added, "Because as far as I know, it's only the indigenous people, the First Nations people, who are originally from here in Canada."

So it all depends on when we came; it's the date that makes the difference between immigrants, because Canada is a country of immigration.

That said, being a country of immigration means that we have to accept differences. We have to accept all the differences. That's why it's very surprising to see figures that show us that Canada is the G7 country with the most murders or attacks on people who have died as a result of hate crimes attributable to Islamophobia.

I know you've provided a lot of recommendations, particularly in terms of organizations and the system, but if you had one particular recommendation for the federal government, what would it be?

As a senator — I'm a very young senator, I'm not young in age, but I've only been a senator for a year — what I like about this job is that we can have an influence. We can ask questions, we can do studies like the one we are doing right now. These studies don't always stay on the shelf, as they say. There are often results from these studies, either the government will act — we don't promise anything — or there may also be bills.

So, as a result of your testimony today — this is for all of you — what could you recommend, concretely, that we as senators, as legislators, can do to stop this rise in hatred towards Muslims?

[English]

Mr. Ashraf: Thank you, Senator Gerba. First of all, I want to say to you that age and wisdom have no correlation, in my books. So, I commend you for the wisdom of your comments and am grateful for your acknowledgement.

Let me give you just one definition in my response to your question. When I think about diversity, diversity, to me, is the entire range of different human experience. Inclusion, to me, is our ability to leverage the entire range of human difference and experience. Equity is when you leverage the entire range of human difference and experience with justice, and belonging is a result when, with justice, we can leverage the entire range of human difference and experience. Okay. To me the fundamental definition of an inclusive, equitable and just society is where

je viens du Cameroun. » En fait, elle a demandé où il était né. Il a dit qu'il était né au Cameroun. Il lui répond donc : « Moi, je suis né au Cameroun. Et vous, de quelle origine êtes-vous? »

Et il a ajouté : « Parce qu'à ma connaissance, il n'y a que les Autochtones, les Premières Nations, qui sont de souche ici au Canada. »

Alors, tout dépend du moment où nous sommes arrivés; c'est la date qui fait la différence entre les immigrants, parce que le Canada est un pays d'immigration.

Cela dit, être un pays d'immigration, cela veut dire qu'il faut assumer les différences. Il faut assumer et accepter toutes les différences. C'est pour cela que c'est très surprenant de voir des chiffres qui nous montrent que le Canada est le pays du G7 où on compte le plus de meurtres ou d'attaques de personnes qui sont décédées à la suite de crimes haineux attribuables à l'islamophobie.

Je sais que vous avez donné beaucoup de recommandations, notamment en ce qui concerne les organisations et le système, mais, si vous aviez une recommandation en particulier pour le gouvernement fédéral, quelle serait-elle?

À titre de sénatrice — moi, je suis toute jeune sénatrice, je ne suis pas jeune d'âge, mais je suis sénatrice depuis seulement un an —, ce que j'aime dans ce métier, c'est que nous pouvons avoir une influence. Nous pouvons poser des questions, nous pouvons faire des études comme celle que nous sommes en train de faire en ce moment. Ces études ne restent pas toujours dans les placards, comme on dit. Il y a souvent des retombées à la suite de ces études, soit le gouvernement qui va agir — on ne promet rien — et il peut aussi y avoir des projets de loi.

Donc, à la suite de votre témoignage aujourd'hui — cela s'adresse à vous tous —, que pourriez-vous recommander, concrètement, que nous, les sénateurs, en tant que législateurs, puissions faire pour mettre fin à cette montée de la haine envers les musulmans?

[Traduction]

M. Ashraf : Merci, madame la sénatrice. Tout d'abord, je tiens à vous dire que la sagesse ne vient pas nécessairement avec l'âge, selon moi. Je vous félicite donc pour la sagesse de vos commentaires et je vous remercie d'être si reconnaissante.

Permettez-moi de vous donner une définition en répondant à votre question. Quand je pense à la diversité, j'y vois toute la gamme des expériences humaines. Pour moi, l'inclusion, c'est notre capacité de tirer parti de toute la gamme des différences humaines et de l'expérience. L'équité, c'est lorsque l'on tire parti de l'ensemble des différences et des expériences humaines. L'appartenance naît lorsque nous pouvons tirer parti avec justice de l'ensemble des différences et des expériences humaines. Bon. À mon avis, la définition fondamentale d'une société inclusive,

every story matters. My recommendation is to amplify the stories of Muslims from coast-to-coast-to-coast, to weave that into the tapestry that is Canada. We are a nation of many nations, and Muslims have, for too long, been relegated to the background.

I am not making any accusations of conspiracy, but I am making a forthright accusation of ignorance. We need to end that ignorance and amplify the experiences of Canadians: the contributions of Canadians but also the sense of loss and disenfranchisement of Canadians that needs to stop today.

Mr. Badat: My particular response to this question is that humans, people, are the ones that bring about the anti-Muslim hate. It doesn't matter whether we're in the media, or in the government or a common citizen of the country, if our leadership, our government, can vocalize and let this information be known that no matter where you are or what you are doing as a Canadian, you need to treat everybody with the same lens that you look at yourself. The same justice I strive for, for myself, I need to also portray that justice for every other citizen or every other Canadian, regardless of their background, regardless of their skin colour, their language or their religion, et cetera. So, whether it's a CRA audit, or whether it's a bill, it's humans. It's people that are bringing about the results of, or the negativity of, anti-Muslim hate. So, if every person in their own space, whether leadership or otherwise, realizes this and acts in accordance with this principle, then, hopefully, we will see a better circumstance and situation on this topic.

Mr. Saloojee: So, thank you, senator, for your question. It's really an interesting one. I made eight recommendations, the first of which was let's abandon the use of the term Islamophobia, but I wouldn't be an educationalist if I didn't say, for me, the primary recommendation that you would make to the government — federal, provincial, municipal jurisdictions notwithstanding — has to be in the sphere of education. We have to look at future generations, current generations.

So, developing a curriculum that furthers an inclusive Canada, one that speaks directly to the positive impact that Muslim Canadians have in our country, the history of anti-Muslim hate. Building that curriculum from K through 12, and then putting it into our university system, I think will go a long way towards creating a more harmonious, hopefully more inclusive, Canada and give both non-Muslims and Muslims comfort in the view that a Canada that welcomes Muslims and welcomes the contributions of Canadian Muslims is one that will stand the test of time and will actually be an exemplar for other nations in the world. So, my focus would be on education, otherwise I wouldn't be in my profession.

équitable et juste est celle où l'expérience de chacun est respectée. Je recommande que l'on amplifie les expériences des musulmans d'un océan à l'autre afin de les intégrer dans la mosaïque qu'est le Canada. Notre pays se compose de nombreuses nations, et les musulmans ont été relégués à l'arrière-plan pendant trop longtemps.

Je n'accuse personne de tramer un complot, mais j'accuse ouvertement les gens d'être ignorants. Nous devons mettre fin à cette ignorance et accroître l'expérience des Canadiens, leur contribution, mais aussi leur sentiment de perte et celui d'être privés de leurs droits. Il faut que cela cesse dès aujourd'hui.

M. Badat : Ma réponse à cette question est que ce sont des humains, des gens, qui sont à l'origine de la haine des musulmans. Qu'ils travaillent dans les médias, au gouvernement ou qu'il s'agisse de simples citoyens, nos dirigeants, notre gouvernement, doivent se faire entendre et dire aux Canadiens « qui que vous soyez et quoi que vous fassiez, vous devez considérer toutes les autres personnes comme vous vous considérez vous-mêmes ». Je dois assurer à tous les citoyens et à tous les autres Canadiens, quels que soient leurs antécédents, la couleur de leur peau, leur langue et leur religion, la même justice que celle que je désire obtenir. Donc qu'il s'agisse d'une vérification de l'ARC ou d'un projet de loi, les personnes visées sont des êtres humains. Les gens sont à l'origine des conséquences et de la négativité de la haine des musulmans. Donc si chaque personne, qu'il s'agisse d'un dirigeant ou autre, reconnaît ce principe et le respecte, alors, espérons-le, les circonstances s'amélioreront beaucoup.

M. Saloojee : Je vous remercie pour cette question, madame la sénatrice. Elle est vraiment intéressante. J'ai formulé huit recommandations, dont la première était d'abandonner le terme islamophobie, mais je ne serais pas un pédagogue si je ne disais pas que la principale recommandation que je ferais au gouvernement — fédéral, provincial, municipal, quel qu'il soit — doit viser le domaine de l'éducation. Nous devons penser aux générations futures et aux générations actuelles.

Il faut donc élaborer un programme d'études qui favorise un Canada inclusif, un programme qui témoigne directement de l'effet positif que les Canadiens musulmans ont dans notre pays et de l'histoire de la haine des musulmans. L'élaboration de ce programme pour les élèves de la maternelle à la 12^e année, puis son intégration dans notre système universitaire, je crois, contribuera grandement à créer un Canada plus harmonieux et, espérons-le, plus inclusif. Il nous faut un programme qui rassure les musulmans et les non-musulmans en soulignant qu'un Canada qui accueille les musulmans et les contributions des musulmans canadiens résistera à l'épreuve du temps et montrera l'exemple aux autres pays du monde. Donc, je mettrai l'accent sur l'éducation, sinon je ne ferais pas honneur à ma profession.

[Translation]

Senator Gerba: Knowing that education is a provincial jurisdiction, and that today, in provinces such as Quebec, which is my province, they are more in favour of secularism, we have heard a lot of witnesses who come back to education; I am a big believer in it. I believe in communication, awareness and education, of course.

However, where do we start with this curriculum, knowing that we live in a country that advocates secularism in general and we ourselves, as Muslims, refuse to be taught the Catholic religion or other religions like the Protestant religion, the Bible and all?

Do you think this is possible, pragmatically?

[English]

Mr. Saloojee: Thank you for that question. You know, at one level you're right. We do live in a secular society. At another level, our *Canadian Charter of Rights and Freedoms* actually begins with a line that talks about the rule of law and God, right? And we built into the Charter a protection for Christianity in education. So, while we claim to be a secular society, there are elements that are not necessarily secular, and that goes back to the historic roots of the way in which Canada has been colonized by the two founding nations. So, primacy is given to some religions and not to others. So, if we want to be a completely secular society, then let's be a completely secular society, and if we're not, then let's not claim the façade of that.

So, yes, it's a complex question. I think at another level, the answer is — You know what? The federal government gives funding envelopes to the provinces. How about starting with conditionalities? How about working with the ministers of education across all provinces and school boards and districts? The federal government, certainly in my domain, which is post-secondary education, the federal government has no jurisdiction with respect to that, but it found ways of intervening, and my colleague will know and speak more eloquently than I do to this. The federal government found a way through the Canada Excellence Research Chairs, for example, to motivate post-secondary education to actually embark on a more ambitious program of research.

So, there's ways in which the federal government can use its fiscal levers, its power of persuasion and its various summits, to get ministers of education and school boards together to begin to affect the curriculum. It starts in K to 12, and it has to be multi-pronged, simultaneously with colleges and universities in

[Français]

La sénatrice Gerba : En sachant que l'éducation est de juridiction provinciale, et qu'aujourd'hui, dans des provinces comme le Québec, qui est ma province, on prône plutôt la laïcité, nous avons entendu beaucoup de témoins qui reviennent sur l'éducation; j'y crois beaucoup. Je crois à la communication, à la sensibilisation et à l'éducation, bien évidemment.

Cependant, par où doit-on commencer ce curriculum, sachant que nous vivons dans un pays qui prône la laïcité de manière générale et que nous refusons nous-mêmes, en tant que musulmans, qu'on enseigne la religion catholique ou d'autres religions comme la religion protestante, la bible et tout?

Pensez-vous que ce soit possible, de façon pragmatique?

[Traduction]

M. Saloojee : Je vous remercie pour cette question. Vous savez, à un certain niveau, vous avez raison. Nous vivons dans une société laïque. D'un autre côté, la Charte canadienne des droits et libertés commence en fait par une ligne qui parle de la primauté du droit et de Dieu, n'est-ce pas? Nous avons inscrit dans la charte une protection du christianisme dans le domaine de l'éducation. Donc, même si nous prétendons être une société laïque, on y trouve des éléments qui ne sont pas nécessairement laïques, et cela remonte aux racines historiques de la façon dont le Canada a été colonisé par les deux nations fondatrices. Donc, la primauté est donnée à certaines religions et non à d'autres. Donc, si nous voulons être une société complètement laïque, alors soyons une société complètement laïque, et si nous ne le sommes pas, alors ne prêchons pas une laïcité de façade.

Donc, oui, c'est une question complexe. Je pense qu'à un autre niveau, la réponse est... Vous savez quoi? Le gouvernement fédéral donne des enveloppes de financement aux provinces. Que diriez-vous de commencer par les conditions? Pourquoi ne pas collaborer avec les ministres de l'Éducation de toutes les provinces et avec les conseils et districts scolaires? Le gouvernement fédéral, en tout cas dans mon domaine, celui de l'éducation postsecondaire, n'a aucune compétence à cet égard, mais il a trouvé des façons d'intervenir, et mon collègue le sait et en parlera avec plus d'éloquence que moi. Le gouvernement fédéral a trouvé une façon, par l'entremise des chaires d'excellence en recherche du Canada, par exemple, de motiver l'enseignement postsecondaire à se lancer dans un programme de recherche plus ambitieux.

Le gouvernement fédéral peut donc utiliser ses leviers fiscaux, son pouvoir de persuasion et ses différents sommets pour inciter les ministres de l'Éducation et les conseils scolaires à influer sur le programme d'études. Il faut le faire de la maternelle à la 12^e année, et il faut que ce soit un programme à volets multiples,

all our provinces. So, I don't think it's a difficult task. Listen, we did it with the anti-smoking campaign. Look at where we are today.

Mr. Ashraf: I'd like to add something to what Professor Saloojee said. I fundamentally believe organizational behaviours align two things, and he's mentioned both of them. One is motivation and the other is incentives, right? So, if our motivation as a government is to create a sense of a common nationhood, then we actually have to create incentives for people to align. The example I want to give, actually, is bilingualism. I want to suggest that one of the most effective programs in Canadian history has been one where you have scholarships for young Canadians, new Canadians, to go and live in community *en famille* sometimes, with families, where they actually experience what French culture looks like in Quebec, in New Brunswick and parts of Ontario. And what that does is that it creates opportunities for cultural immersion. Maybe the motivation of that person was just to be able to put on their résumé that they are bilingual, but the incentive that was created was for them to not just be bilingual but to be bicultural. That, to me, is very important. Culture actually only permeates out of experience when we can experience it.

I want to suggest to you, by the way, that I'm not here to say we need to empathize with the idea of Muslims being equal to Canadian citizens. I'm suggesting we need to actually create the capacity for others to empathize with the experience of actually being with Muslims as equal and as Canadian.

Senator Gerba: Thank you.

The Chair: Thank you. So, while I have two educators here, the one thing that we have heard consistently as we have travelled B.C., Alberta and Quebec is that educators need to be educated. And yesterday, we heard — you know, where I sit, people come and we've had people who sort of really impress you — and we had these two young women Muslim teachers. I went to them before, and I said, "Listen, you are here to testify. I want you to be brutally honest. That's why we're doing this study," and they were; they were. And the one told me afterwards, "Oh, I got emotional." She said, "Maybe I was too brutally honest." I said, "No, that's what we need to hear, because if we are not honest about the issue of what the problem is, we can't look for solutions."

So, they talked of facing racism from other staff. So, you raised the issue of the federal government. Of course, the federal government has the power to tell provinces what they can do. We see the Prime Minister meets regularly with the premiers. We did have a witness who suggested that maybe what the federal ministers should be doing is meeting with the provincial

donné simultanément dans les collèges et les universités de toutes nos provinces. Je ne pense donc pas que ce soit une tâche difficile. Écoutez, nous l'avons fait avec la campagne contre le tabagisme. Regardez où nous en sommes aujourd'hui.

M. Ashraf : J'aimerais ajouter quelque chose à ce que M. Saloojee a dit. Je crois que les comportements organisationnels réunissent deux approches, et il a mentionné les deux, la motivation et les incitatifs, n'est-ce pas? Donc si notre gouvernement a la motivation d'encourager le sentiment d'appartenance à une nation commune, il doit créer des incitatifs pour que les gens s'y rallient. Prenons par exemple le bilinguisme. Je tiens à souligner que l'un des programmes les plus efficaces de l'histoire du Canada a été celui qui offrait des bourses d'études aux jeunes Canadiens, aux Néo-Canadiens, pour vivre dans une famille, au sein d'une communauté, afin de réellement découvrir la culture française au Québec, au Nouveau-Brunswick et dans certaines régions de l'Ontario. Il a créé ainsi des possibilités d'immersion culturelle. Même si le bénéficiaire ne le faisait que pour inscrire sur son curriculum vitæ qu'il est bilingue, cet incitatif l'a rendu non seulement bilingue, mais biculturel. Pour moi, c'est très important. La culture ne s'imprègne en nous que si nous en vivons l'expérience.

Soit dit en passant, je ne suis pas ici pour dire que nous devons souligner que les musulmans sont égaux aux citoyens canadiens. Ce que je dis, c'est que nous devons créer la capacité pour les autres de vivre l'expérience de considérer les musulmans comme des égaux et comme des Canadiens.

La sénatrice Gerba : Merci.

La présidente : Merci. Nous avons avec nous deux éducateurs. Cependant, lors de nos déplacements en Colombie-Britannique, en Alberta et au Québec, on nous a dit constamment qu'il faut éduquer les éducateurs. Et hier, nous avons entendu — vous savez, les gens viennent témoigner, et nous avons eu des gens qui nous ont profondément impressionnés — deux jeunes enseignantes musulmanes. Je suis allée leur parler avant la séance pour leur dire de ne pas craindre de témoigner avec une franchise absolue, car nous en avons besoin pour notre étude. Elles ont témoigné très franchement, et après la séance, l'une d'elles est venue me dire qu'elle s'était sentie profondément émue et m'a demandé si elle avait peut-être été trop franche. Je lui ai répondu que non, que nous avions besoin d'entendre des témoignages très francs, parce que si les témoins ne décrivent pas les problèmes avec franchise, nous n'y trouverons pas de solutions.

Elles nous ont décrit l'attitude raciste de leurs collègues envers elles. Vous avez mentionné le gouvernement fédéral. Bien sûr, il a le pouvoir de suggérer aux provinces ce qu'elles devraient faire. Le premier ministre rencontre régulièrement ses homologues provinciaux. Un témoin nous a dit que les ministres fédéraux devraient peut-être rencontrer les ministres provinciaux

education ministers. He was suggesting every month — which I know is not possible; I'd be happy with even once a year — just to go over what they're teaching in the curriculum. Yesterday we were at a school, so we're trying to cover as many aspects as we can of the study for me to feel we've done justice, justice to the study. I want this to be my legacy, please. Years later, I want people to say, Senator Ataullajhan looked at this.

So, we went to a school where we spoke to, I think it was, about 25 young Muslim students. What they had done is they divided them into groups to write — they had this big sheet of paper — what incident of Islamophobia they had experienced, what should be done and whether they feel included. And it was interesting because there was a long list, and as each group would move, they would add things. Most of them felt they had experienced Islamophobia. The young girls who had their heads covered felt it on a daily basis. So, something in our system is failing these young Canadians. I also heard from the young Canadians afterwards; there were some who came and gave me a hug.

I went in shalwar kameez yesterday, and it was a conversation I had. We were going to the mosque, and I asked whether I should be going in shalwar kameez. And Imam, forgive me; I said that if I walked into that mosque in shalwar kameez, they'll look at me as another Muslim, subdued woman who is submissive, who will not have anything to say. They would judge me.

So, while we complain that we're judged, we also do judging ourselves. I spoke to my oldest daughter who just started teaching at Western. I just called her, and I said, "Anushka, I'm thinking of going in pants and just taking a scarf." She said, "No, mother." She said, "You need to show that you can be dressed like you, and yet, you walk in the corridors of power." And at some level, that made sense to me.

So, yesterday, I had students walk up to me and say, if we had known that you were coming in shalwar kameez, I would have worn shalwar kameez. And you know when you have one student come and say that to you, you say, "I have made a difference in this person's life."

So, we talk about positive role models, but then my one complaint — and I was very open with the mosque yesterday; some might be happy, some might be unhappy — is that you must recognize your champions within the community. We don't recognize our champions. And you know, my life is no different, and Senator Gerba's life is no different. We face what other people face too.

But how do we educate the educators? I go back again, mindful the staff hates me for talking about it, to my youngest in grade 5, Remembrance Day; they're cutting crosses and poppies,

de l'Éducation. Il suggérait que chaque mois — ce qui, je le sais, n'est pas possible; je serais heureuse qu'ils le fassent même une fois par an — de simplement passer en revue ce qu'ils enseignent dans le programme. Hier, nous étions dans une école, parce que nous essayons de couvrir le plus d'aspects possible de l'étude pour lui rendre dûment justice. Je tiens à la transmettre à ma postérité. Je veux que dans des années, les gens sachent que la sénatrice Ataullajhan s'est penchée sur ce problème.

Nous sommes allés dans une école où nous avons parlé à environ 25 jeunes étudiants musulmans, je crois. L'école leur avait demandé de se diviser en petits groupes pour inscrire, sur une immense feuille de papier, les incidents d'islamophobie qu'ils avaient vécus ainsi que ce qu'ils nous suggéraient de faire et s'ils se sentaient inclus. C'était intéressant de constater que chaque groupe, en arrivant vers cette longue liste, avait quelque chose à y ajouter. La plupart de ces étudiants avaient vécu un incident d'islamophobie. Les jeunes filles qui avaient la tête couverte la ressentaient quotidiennement. Il y a donc quelque chose dans notre système qui néglige ces jeunes Canadiens. Ces jeunes Canadiens sont ensuite venus me parler, et certains d'entre eux m'ont serrée dans leurs bras.

Hier, j'ai porté un shalwar kameez, et cela a déclenché toute une conversation. Nous allions à la mosquée, et j'ai demandé si je pouvais y aller en shalwar kameez. Imam, pardonnez-moi, mais j'ai ajouté que si j'entrais dans la mosquée en shalwar kameez, les gens me considéreraient comme une musulmane ordinaire, discrète et soumise, qui n'aurait pas grand-chose à dire. Les gens me jugeraient.

Vous voyez, nous nous plaignons d'être jugés, mais nous portons des jugements nous aussi. J'en ai discuté avec ma fille aînée, qui vient de commencer à enseigner à l'Université Western. Je l'ai appelée pour lui dire : « Anushka, je crois que je vais y aller en pantalons en portant juste un foulard. » Elle m'a répondu : « Non, maman, montre-leur que tu peux porter tes vêtements musulmans en fréquentant les allées du pouvoir. » En un certain sens, elle avait bien raison.

Donc, hier, des étudiantes sont venues me dire que si elles avaient su que j'allais porter un shalwar kameez, elles l'auraient, elles aussi, porté. Et vous savez, quand une étudiante vient vous dire cela, vous savez que vous avez changé la vie de cette personne.

Alors nous parlons de suivre l'exemple de certaines personnes, mais malheureusement — et je l'ai dit très ouvertement à la mosquée hier; j'ai dû faire des heureux et des malheureux —, nous ne choisissons pas toujours nos champions au sein de la communauté. Nous ne les reconnaissons pas. Et vous savez, ma vie n'est pas différente de celle de la sénatrice Gerba. Nous nous trouvons toutes dans la même situation.

Mais comment éduquer les éducateurs? J'en reviens à l'expérience de ma plus jeune, qui est en cinquième année. Les membres de mon personnel détestent que je parle de cet

and she's cutting a poppy, and this boy turns to her and says, "Why are you cutting a poppy? You want to kill us. You're Taliban." She turned to him and said, "Shut up." Well, he didn't get into trouble for calling my daughter Taliban, but she got into trouble for telling him to shut up. Well, I'm not one of those mothers who sits down. I was in school the next day and I went to her, and I said, "Canada has no official religion. You have our children cutting crosses, and I'm okay with that. I'm not complaining. You are giving Bibles to children, which is fine also, but when my child is called a name and you, instead of supporting her penalize her for reacting to it. You mend your ways." I went to the principal and said, "I'm going to the school board. I'm taking this all the way." You know, because the same teacher had been talking about how the Muslim men wear towels over their heads. So, that was many years ago, but I find with some of the teachers, we're still having that issue.

Where do we go? I'm asking you, because you're both educators.

Mr. Saloojee: Well, you know, you've touched on a number of really critical things, senator, and I think it starts with, as I said, with education. There are two things I would say. Number one, we hold principals accountable for creating an inclusive environment in their schools. This means, therefore, that we're dealing with principals, vice-principals and teachers. We're also dealing with the supervisors, and we're dealing with the school boards. So, an official policy that comes out is really critical.

And secondly, and in tandem, and not separate from, we also begin with a curriculum in teacher training schools — whether it's at the University of Toronto, whether it's at Queen's, whether it's at any of the other universities where our teachers have been trained — that there be a specific section of the curriculum that deals with anti-hate, anti-discrimination, and in particular, forms of discrimination against Muslims within the broader context of colonization and adherence to the Ontario human rights legislation, the federal legislation, the Ontario legislation on anti-racism and so on, and we hold these principals and vice-principals accountable for creating that environment. It is, as my colleague said, a series of carrots and sticks. If you're creating a wonderful environment, you get the carrots; if you're not, then the school board has to hold you accountable, and that's the form of sticks.

So, I think, you know, it's a comprehensive approach, but if, as an educator, I'm true to values and principles that I adhere to and espouse and practise, then the importance and significance of education can never be underestimated. So, we start in the schools, and at the same time, we start in those areas and arenas where the teachers are being trained.

incident. C'était le jour du Souvenir, les élèves découpaient des croix et des coquelicots, et elle découpait un coquelicot, et l'un de ses camarades s'est tourné vers elle pour lui dire : « Pourquoi tu découpes un coquelicot? Tu veux nous tuer. Tu es une talibane. » Elle s'est tournée vers lui et lui a dit de se taire. Eh bien, il n'a pas été réprimandé pour avoir traité ma fille de talibane, mais on a réprimandé ma fille pour lui avoir dit de se taire. Je ne suis pas une de ces mères qui laissent tout passer. Le lendemain, je suis allée à son école et j'ai dit à l'enseignante : « Le Canada n'a pas de religion officielle. Vous faites découper des croix à nos enfants, et je ne me plains pas. Vous distribuez des bibles aux enfants, et j'accepte cela aussi. Mais quand un camarade insulte ma fille et que vous, au lieu de la soutenir, la pénalisez pour y avoir réagi, vous devriez vraiment examiner votre attitude. » Je suis allée voir le directeur et je lui ai dit que j'irais me plaindre au conseil scolaire, que j'irais jusqu'au bout. » Vous savez, cette même enseignante avait dit que les musulmans nouent des serviettes de cuisine sur leur tête. C'est arrivé il y a plusieurs années, mais je constate que certains enseignants posent encore des problèmes.

Qu'allons-nous faire? Je vous pose cette question, parce que vous êtes tous deux éducateurs.

M. Saloojee : Eh bien, madame la sénatrice, vous avez abordé un certain nombre de questions vraiment cruciales, et je pense que la solution commence, comme je l'ai dit, par l'éducation. Je dirai deux choses. Premièrement, nous devrons tenir les directeurs responsables de créer un milieu inclusif dans leurs écoles. Nous nous adresserons donc aux directeurs, aux directeurs adjoints et aux enseignants. Nous traiterons également avec les superviseurs et les conseils scolaires. Il est crucial que nous établissions une politique officielle.

Deuxièmement et simultanément, nous devons aussi ajouter un programme aux cours de formation des enseignants — que ce soit à l'Université de Toronto, à l'Université Queen's, partout où nous formons nos enseignants. Il faut qu'une section précise du programme traite de la lutte contre la haine et la discrimination, notamment des formes de discrimination contre les musulmans. Il faut le présenter dans le contexte plus vaste de la colonisation et du respect des lois ontariennes sur les droits de la personne ainsi que des lois fédérales et des lois ontariennes sur la lutte contre le racisme. Nous devons tenir ces directeurs et ces directeurs adjoints responsables de créer ce milieu dans leurs écoles. Comme mon collègue l'a dit, il faut user de la carotte et du bâton. S'ils créent un milieu merveilleux, ils auront la carotte; sinon, le conseil scolaire les tiendra responsables, et ce sera le bâton.

Donc, vous voyez, c'est une approche globale, mais si les éducateurs respectent ces valeurs et ces principes, on ne sous-estimera jamais l'importance de cette éducation. Donc, nous commençons dans les écoles et en même temps, nous commençons dans les milieux où les enseignants reçoivent leur formation.

Mr. Ashraf: I'm going to hold my comments and speak to the teacher who gets 4,000 students coming in unenrolled. I have to get people to sign up for my courses. I'll go after Imam Badat, please.

Mr. Badat: Yes, I am in agreement with Professor Nouman. It's all about cultural proficiency training, and the more we are educated about the "other," the more we will appreciate the "other." I teach interfaith courses, and I take my students to churches. I take my students to synagogues. I take my students to Buddhist temples. They have a better sense of appreciation of other cultures and other religions, and that makes them treat the "other" in a better sense.

So, I think, if educators or teachers or people in the education field who train the younger generations, the future of Canada, are not acquainted with these aspects, then it's difficult, because students learn from their teachers. Imagine that teacher who you gave the example of, Senator Salma, in front of 30 students. If that happened, they're learning something. It's not only the words or the textbook, it's how the teacher is operating in the classroom, and that sends a loud message, right? If she can do it or he can do it, I can also do it, and they build that confidence.

Earlier, in the previous panel, I heard about whether something triggers the extremism. So many times when these young ones feel excluded or treated in this manner, they say that others are not protecting them, the country is not protecting them, so now we've got to protect ourselves. We've got to fend for ourselves. So, it's very important to echo the sentiments that we have to train the trainer. We have to train the educator with cultural fluency.

Mr. Ashraf: So, allow me to say that there are three levers that we haven't touched upon that are uniquely Canadian. Number one, we have the Canadian Broadcasting Corporation. We have this gem — I'm not referring to their app, which is called "Gem" — which I think has a really important role. To me, the Canadian Broadcasting Corporation has the ability not only to contribute to the economic prosperity, but also the cultural prosperity of our regions, of our provinces, of our territories and of us globally. So, we need to think about the role of using the CBC as a motivator for educating educators, including programming that they can access.

Number two, Canada has a very strong labour movement. Unions need to be brought into this work because our education system across provinces and territories is highly unionized. Unions need to set expectations in collective bargaining agreements about how challenging anti-Muslim hatred and discrimination needs to be called out and practised in pedagogy — i.e., how we teach — and in curriculum — what we

M. Ashraf : Je vais réserver mes commentaires et parler des enseignants qui accueillent 4 000 étudiants non inscrits. Les étudiants doivent s'inscrire pour suivre mes cours. Je prendrai donc la parole après l'imam Badat, si vous voulez bien.

M. Badat : Oui, je suis d'accord avec le professeur Ashraf. Il faut enseigner la compétence culturelle. Plus on apprend à connaître « l'autre », plus on apprécie « l'autre ». Je donne des cours interconfessionnels et j'amène mes élèves à l'église, dans des synagogues, dans des temples bouddhistes. Ils acquièrent ainsi une meilleure compréhension des autres cultures et des autres religions, ce qui les amène à mieux traiter « l'autre ».

Donc je pense que si les éducateurs, les enseignants et les gens du domaine de l'éducation qui forment les jeunes générations, l'avenir du Canada, ne possèdent pas ces compétences, alors ce sera difficile, parce que les élèves apprennent de leurs enseignants. Imaginez l'enseignante dont vous avez parlé, sénatrice Ataullahjan, devant ses 30 élèves. Lorsque cela s'est produit, ils ont appris quelque chose. Ils n'apprennent pas seulement en écoutant ce qu'on leur dit et en lisant les manuels scolaires, ils tirent des leçons du comportement des enseignants en classe. Ce comportement leur transmet un message puissant, n'est-ce pas? Si le prof peut le faire, alors moi aussi, je peux le faire. C'est ainsi que les jeunes développent leur confiance en eux.

Le groupe de témoins précédent se demandait ce qui déclenche l'extrémisme. Si souvent, lorsque les jeunes se sentent exclus ou maltraités, ils disent que personne ne les protège, que le pays ne les protège pas, alors qu'ils doivent se protéger eux-mêmes, qu'ils doivent se débrouiller seuls. Il est donc très important d'appliquer ce que nous pensons au sujet de la formation des formateurs. Nous devons enseigner la fluidité culturelle aux éducateurs.

M. Ashraf : Donc, permettez-moi de dire qu'il y a trois leviers que nous n'avons pas mentionnés et qui sont typiquement canadiens. Premièrement, nous avons CBC/Radio-Canada. Nous avons ce joyau — je ne parle pas de leur appli, CBC GEM — qui, je pense, peut jouer un rôle vraiment important. À mon avis, la CBC/Radio-Canada a la capacité non seulement de contribuer à la prospérité économique, mais aussi à la prospérité culturelle de nos régions, de nos provinces, de nos territoires et de nous, partout dans le monde. Nous devrions donc utiliser CBC/Radio-Canada comme facteur de motivation pour l'éducation des éducateurs, notamment la programmation à laquelle ils ont accès.

Deuxièmement, le mouvement syndical canadien est très fort. Il faut que les syndicats participent à cette démarche, parce que le système d'éducation des provinces et des territoires est très syndiqué. Les syndicats devraient ajouter, dans les conventions collectives, des attentes sur la dénonciation de la haine et de la discrimination contre les musulmans. Ils devraient imposer la mise en pratique pédagogique de cette lutte, soit la façon de

teach. I also want to say one more thing. We know this, through StatsCan data, that Muslims are high attainers when it comes to education. So, when they're written out of the script in education, it hits them the hardest.

Number three, Canada has a higher proportion of Canadians employed in the not-for-profit sector than any other nation in the world, other than Denmark, per capita. So, we need to think about civic society and agencies and organizations that have a role to play: the gurdwaras, the mandirs, the schuls, the mosques and the Zoroastrian temples in being part of that. Yes, I agree that we live in a secular society. It should not be an anti-religious, anti-cultural society.

Mr. Saloojee: Senator, I wonder if I could ask senators a question. What role does Senate see itself playing in the official domain the Senate operates in, which is in our Parliament? In 2015, the federal government — fortunately, an election was called and never happened — was proposing the legislation on what they called so-called barbaric cultural practices, which was a veiled reference, of course, to really significantly anti-Muslim state action, and had it passed, it would have been a blight on Canada. What role do you see the Senate playing as a watchdog on the state, agencies of the state — whether it's the CRA, whether it's CSIS, whether it's other agencies of the state — and employees of the state that engage in these blatant or veiled practices of anti-Muslim hate, discrimination and bias?

The Chair: So, I'll have to just wait a bit while the clerk checks what the rules regarding senators being asked questions at committee. We don't want to be opening this floodgate where we have witnesses, and they come and ask us questions, but I can privately —

Mr. Saloojee: Fair enough.

The Chair: — be very happy to answer your question. It's a very old institution. We have certain rules, and the minute we decide to let a certain question go by, then it just becomes, "Well, so-and-so did this in this committee, so we're going to do it," and we might kind of lose control.

Sébastien Payet, Clerk of the Committee, Senate of Canada: Yes, you will be able to ask a question if it's not the point of the meeting. So, you can have an exchange with the senator and ask a question. Yes.

Mr. Saloojee: Thank you. I appreciate that.

The Chair: Thank you. So, I have a question, Imam. I've just been told I have 10 minutes. I have an interview in 15 minutes, and we're heading off to the mosque.

l'enseigner ainsi que les programmes d'études, soit le contenu de cet enseignement. J'aimerais ajouter une chose. Nous savons, grâce aux données de Statistique Canada, que les musulmans prennent l'éducation très au sérieux. Par conséquent, l'absence de ces attentes dans le système d'éducation leur nuit plus qu'à tous les autres étudiants.

Troisièmement, le Canada compte une proportion plus élevée de Canadiens qui travaillent dans le secteur sans but lucratif que tout autre pays au monde, à part le Danemark. N'oublions donc pas la société civile et les organismes, qui peuvent eux aussi jouer un rôle : les gurdwaras, les mandirs, les synagogues, les mosquées et les temples zoroastriens. Oui, je conviens que nous vivons dans une société laïque, mais elle ne devrait pas être antireligieuse et anticulturelle.

M. Saloojee : Madame la sénatrice, me permettriez-vous de poser une question aux sénateurs? Quel rôle le Sénat assume-t-il dans son domaine officiel, dans notre Parlement? En 2015, le gouvernement fédéral — heureusement, des élections ont été déclenchées, alors cela n'a pas eu lieu — proposait un projet de loi sur ce qu'il appelait les pratiques culturelles barbares, ce qui était une attaque voilée, bien sûr, contre les États musulmans. Si ce projet de loi avait été adopté, il serait devenu un fléau pour le Canada. Quel rôle voyez-vous le Sénat jouer comme gardien de l'État, des organismes de l'État — que ce soit l'ARC, le SCRS ou autres — et des fonctionnaires qui se livrent à ces pratiques, flagrantes ou voilées, de haine, de discrimination et de préjugés contre les musulmans?

La présidente : Je vais devoir attendre que le greffier vérifie les règles sur les questions posées aux sénateurs en comité. Nous ne voulons pas ouvrir les vannes d'un déluge de témoins venant nous poser des questions. Cependant, en privé...

M. Saloojee : Je comprends.

La présidente : ... je me ferai un plaisir de répondre à votre question. Cette institution est très ancienne. Nous suivons certaines règles, et dès que nous décidons d'accorder une requête en comité, les autres demandent de l'accorder aussi, alors nous risquons de perdre le contrôle de nos procédures.

Sébastien Payet, greffier du comité, Sénat du Canada : Oui, vous pourrez poser une question si elle ne concerne pas l'objectif de la séance. Vous pouvez donc discuter avec la sénatrice et lui poser une question. Oui.

M. Saloojee : Merci. J'en suis très heureux.

La présidente : Merci. J'ai donc une question à vous poser, monsieur l'imam. On vient de me dire qu'il me reste 10 minutes. J'ai une entrevue dans 15 minutes, puis nous nous rendons à la mosquée.

Do you think we place too much burden on Muslims? We're constantly being asked to explain ourselves. I'm always told by colleagues, "Well, this has happened. We hope you will condemn it," and my response is, "Which other religion condemns acts committed by crazies?" So, is there too much burden placed on Muslims?

Mr. Badat: Yes. There's a lot of expectations upon Muslims, especially when an act of terrorism takes place. As you rightfully said, we're expected to condemn it, and many times, prematurely, as you said in the previous panel, allegations are made before the facts are actually out in the public, and it just intensifies the whole anti-Islam situation. We are being accused just because we are Muslims. If we don't condemn or if we don't take out a statement, if we don't release something, then we're going to be seen as supporting it; whereas, as we know, any violent act or any criminal activity perpetrated by any other citizen or any other Canadian, it's not looked upon in the same fashion or in the same way as when, presumably, a Muslim has committed that same offence. So, it is a burden that's expected from the Muslim.

The Chair: Thank you. Professor Ashraf, I have a question for you, and then we'll have Senator Gerba on second round. So, I want you to please elaborate on the difference between cultural diversity and cultural fluency. How might embracing cultural fluency help combat anti-Muslim discrimination?

Mr. Ashraf: So, to me, fluency takes on the metaphor of language, and the most fundamental piece about that is practice. I think leadership is practice. So, when we don't use a language, we risk losing it, right? And this is why we have in our nation, rightfully, an insistence on bilingualism, because we will see cultural erasure, and by eroding that importance, we erode the whole phenomenon.

Not only is it true that we risk losing the language, there's something else that happens with cultural fluency. Cultural fluency also allows us to make this practical. I am tired of proclamations. What I'm looking for is substantive action from the truck driver who deals with people on the roads and truck stops all over Canada to the Canada Research Chair who studies the link between immigration and economic policy at the nation's finest institutions. Cultural fluency is about practice.

To me, what I'm advocating for is the difference between what I call diversity by default — i.e., we have diversity in Canada — into inclusion by design. We have to design for inclusion in a way that people have the tools to be able to leverage it. And I want to say one more thing. You asked a question whether there

Pensez-vous que les gens imposent un fardeau trop lourd aux musulmans? On nous demande constamment de nous expliquer. Mes collègues me disent toujours : « Voilà ce qui est arrivé. Nous espérons que vous le condamnez », et je leur réponds : « Quelle autre religion condamne les actes commis par des fous? » Alors, est-ce que les gens imposent un fardeau trop lourd aux musulmans?

M. Badat : Oui. Il y a beaucoup d'attentes à l'égard des musulmans, surtout lorsqu'un acte de terrorisme est commis. Comme vous l'avez dit à juste titre, on s'attend à ce que nous le condamnions, et bien souvent, prématurément, comme vous l'avez dit avec le groupe de témoins précédent, des allégations sont faites avant que les faits ne soient rendus publics, et cela ne fait qu'exacerber toute la situation anti-islamique. On nous accuse simplement parce que nous sommes musulmans. Si nous ne condamnons pas ou si nous ne retirons pas une déclaration, si nous ne diffusons rien, nous allons être perçus comme l'appuyant, alors que, comme nous le savons, toute activité criminelle ou tout acte violent perpétré par un autre citoyen ou un autre Canadien n'est pas vu de la même façon que lorsqu'un musulman commet la même infraction. C'est donc un fardeau imposé aux musulmans.

La présidente : Merci. Monsieur Ashraf, j'ai une question pour vous, puis nous entendrons la sénatrice Gerba au deuxième tour. J'aimerais donc que vous nous expliquez la différence entre la diversité culturelle et la maîtrise de la culture. Comment l'adoption de la maîtrise de la culture pourrait-elle aider à lutter contre la discrimination envers les musulmans?

M. Ashraf : Pour moi, la maîtrise assume la métaphore de la langue, et l'élément le plus fondamental à cet égard est la pratique. Je pense que le leadership, c'est une pratique. Donc, quand on n'utilise pas une langue, on risque de la perdre, n'est-ce pas? Et c'est pourquoi nous avons dans notre pays, à juste titre, une insistence sur le bilinguisme, parce que nous assisterons à l'effacement culturel, et en érodant cette importance, nous érodons tout le phénomène.

Non seulement il est vrai que nous risquons de perdre la langue, mais il y a autre chose qui se produit avec la maîtrise de la culture. La maîtrise de la culture nous permet également de rendre cela pratique. J'en ai assez des proclamations. Ce que je veux, c'est que le camionneur qui compose avec les gens sur la route et dans les relais routiers partout au Canada prenne des mesures concrètes auprès de la chaire de recherche du Canada qui étudie le lien entre l'immigration et la politique économique dans les meilleures institutions du pays. La maîtrise de la culture, c'est une pratique.

Pour moi, ce que je préconise, c'est la différence entre ce que j'appelle la diversité par défaut — c'est-à-dire que nous avons une diversité au Canada — et l'inclusion par dessein. Nous devons concevoir l'inclusion de façon à ce que les gens aient les outils nécessaires pour en tirer parti. J'aimerais ajouter une

is an extra burden placed on Muslims. Not only is it placed in respect of imams and academics, to my right and to my left, it's placed on those who have not even picked up the language to be able to defend themselves, like the grade 5 person that you described, who is being accused, by the way —

The Chair: My daughter.

Mr. Ashraf: Your daughter. For her to shut down hatred, she is called into school and called a troublemaker. Let me tell you what I worry about: I worry about the dimming of lights early on of our Muslim learners.

I'm going to share with you a personal anecdote, and I'm stepping out of my professor role into the most important role that I have, and that is of parent. I have a son. His name is Saad. I'm glad to share. You know Saad. He's a graduate of the school. One Friday afternoon, I come home. It's only about 4:30, and we have our family meal on Fridays, and Saad's not downstairs. I said, "Well, where is he?" "He's up in his room." I go and find him face down in his bed. It's 4:30 in the afternoon. I asked him, "What happened?" He said, "I don't want to talk about it." Later on, he says him and four of his closest friends, after Friday prayer, were going to get a shawarma in Scarborough, and they got kettled by three police cars, because they had backpacks. The police, in particular — guess what? — chose the one Black Muslim friend that was with them and say, "What are you doing here? Where are you going?" He stopped speaking because he was shocked. My son Saad says, "We were going to get shawarma." He goes, "Shut up, kid. I'm not talking to you; I'm talking to him." They made all of them empty out everything in their backpacks and lay on the grass in full public view. I have never seen my son so broken, so defeated, as I did that day at 4:30 on a Friday afternoon.

But wait. You see, when I talk about an anti-racist, when I talk about someone who fights anti-Black racism daily, I hadn't imagined myself. I imagined an activist. That experience brought to me that racism, intersectional racism, anti-Muslim racial discrimination and hate crosses all socio-economic and educational privileges and boundaries. It's true. I thought somehow living in Don Mills, Ontario, being highly educated and being socio-economically protected, my son wouldn't have to face that. That's not true.

The point I'm trying to make is that I worry about those whose spirit is broken early on, where they no longer see themselves as being worthy of the promise that is Canada.

The Chair: Thank you for sharing that very powerful story, and you know that makes the difference. The reason I keep sharing personal stories is because you're real, I'm real, we're

chose. Vous avez demandé si un fardeau supplémentaire est imposé aux musulmans. Il est non seulement imposé en ce qui concerne les imams et les universitaires, à ma droite et à ma gauche, il est imposé à ceux qui n'ont même pas appris la langue pour pouvoir se défendre, comme la personne de cinquième année que vous avez décrite, qui est accusée, soit dit en passant...

La présidente : Ma fille.

M. Ashraf : Votre fille. Pour faire taire la haine, elle est appelée à l'école et on la traite de fautrice de troubles. Permettez-moi de vous dire ce qui m'inquiète : je m'inquiète que l'on nuise à l'éveil de la curiosité dès le plus jeune âge chez nos apprenants musulmans.

Je vais vous raconter une anecdote personnelle. Pour la circonstance, je quitte mon rôle de professeur pour le rôle le plus important que j'ai, celui de parent. J'ai un fils. Il s'appelle Saad. Je suis heureux de vous en faire part. Vous connaissez Saad. Il est un diplômé de l'école. Un vendredi après-midi, je rentre à la maison. Il est environ 16 h 30, et nous avons notre repas familial le vendredi, et Saad n'est pas en bas. J'ai dit : « Eh bien, où est-il? » On me répond : « Il est dans sa chambre. » Je monte et je le trouve couché sur le ventre dans son lit. Il est 16 h 30. Je lui demande ce qui s'est passé. Il me répond : « Je ne veux pas en parler. » Plus tard, il dit que lui et quatre de ses amis les plus proches, après la prière du vendredi, alors qu'ils allaient chercher un shawarma à Scarborough, ont été encerclés par trois voitures de police, parce qu'ils avaient des sacs à dos. Le policier — devinez quoi? — a choisi le seul ami musulman noir qui était avec eux et a dit : « Qu'est-ce que tu fais ici? Où est-ce que tu vas? » Il a cessé de parler parce qu'il était choqué. Mon fils Saad répond : « Nous allions chercher un shawarma. » « Tais-toi, mon gars. Je ne te parle pas, c'est à lui que je parle. » Les policiers les ont tous obligés à vider leurs sacs à dos et à se coucher sur l'herbe, à la vue de tous. Je n'ai jamais vu mon fils aussi brisé, aussi défaîti, que ce jour-là, à 16 h 30, un vendredi après-midi.

Mais attendez. Vous voyez, quand je parle d'antiraciste, quand je parle de quelqu'un qui lutte quotidiennement contre le racisme envers les Noirs, jamais je n'ai pensé à moi. Je pensais à un militant. Cette expérience m'a fait comprendre que le racisme, le racisme intersectionnel, la discrimination raciale envers les musulmans et la haine transcendent tous les priviléges et toutes les frontières en matière socioéconomique et scolaire. C'est vrai. Je pensais que le fait que mon fils, qui vivait à Don Mills, en Ontario, qu'il était très instruit et protégé sur le plan socioéconomique, n'aurait pas à vivre cette expérience. Ce n'est pas vrai.

Ce que j'essaie de dire, c'est que je m'inquiète pour ceux dont le moral est brisé dès leur jeune âge et qui ne se considèrent plus dignes des possibilités qu'offre le Canada.

La présidente : Merci d'avoir raconté cette histoire très percutante. Vous savez que cela fait toute la différence. La raison pour laquelle je ne cesse de vous raconter des histoires

sitting across from each other. When we share these stories, these stories are real. So, thank you. I know it's not easy to talk about these things.

Mr. Ashraf: You're welcome, senator. I thank you both and the ones who are not here for doing real work, real leadership work. As Brené Brown once said, "Maybe stories are just data with a soul."

The Chair: Thank you. I always say that when I hear from my own community about the work I do and they appreciate it, it holds so much meaning. It's like your parents saying, "We're proud. We're proud of what you're doing," so it means a lot to me, and I know it means a lot to Amina.

Imam, I have one request of you, please. Speak about the study. Let people know this is going on. I want the average Muslim to know that there is a place for them where they can write to. I return every single call, you know, that comes to my office.

Just to let you know, before this, we did a study on the prisons, and when I went, I made sure I spoke to the Muslim prisoners. I remember in Alberta, there were some who were so excited: "He wants to meet you. He wants to meet you. He's Muslim." Then they took us to some Muslims. I'm going off, but I can't resist this opportunity to tell you a story. There were some in solitary confinement, individuals being watched constantly, and they said, "There's this man, and he just stands in the corner, and it's a tiny, tiny room. He just stands in the corner, just looking at that corner, and he does not respond to anything we say to him." And they took his name, and I knew he was Muslim. So, I walked up to the window, and I said, "Salaam alaikum, brother," and he said, "Wa alaikum salaam," and then all of a sudden, he realized he had responded to me. He said that, and it was a moment where we connected. So, the importance of — you know, for me, my religion, it connects me to so many people in so many situations. The guards were surprised also because he responded. He responded automatically, and then he realized he was responding, and he kept quiet. So, anyway, these are the stories, so many stories to be told.

So, senator, I will turn to you for the last word.

[Translation]

Senator Gerba: Actually, I just wanted to come back and make a comment on the importance of the interfaith teaching that you are doing, Imam Badat, because I come from a country that has a lot of religions; the Catholic religion is the majority

personnelles, c'est parce que vous êtes réels, je le suis, nous sommes assis en face les uns des autres. Lorsque nous faisons part de ces histoires, elles sont réelles. Merci. Je sais qu'il n'est pas facile de parler de ces choses.

M. Ashraf : Je vous en prie, sénatrice. Je vous remercie toutes les deux, ainsi que ceux qui ne sont pas ici, de faire du vrai travail, du vrai travail de leadership. Comme Brené Brown l'a dit un jour : « Peut-être que les histoires ne sont que des données avec une âme. »

La présidente : Merci. Je dis toujours que lorsque j'entends les gens de ma propre communauté parler de mon travail et qu'ils l'apprécient, cela a une signification tellement profonde. C'est comme si vos parents disent : « Nous sommes fiers. Nous sommes fiers de ce que vous accomplissez », alors cela signifie beaucoup pour moi, et je sais que cela signifie beaucoup pour Amina.

Imam Badat, j'ai une demande à vous adresser, s'il vous plaît. Parlez de l'étude. Faites savoir aux gens qu'elle est en cours. Je veux que le musulman moyen sache qu'il y a un endroit où il peut écrire. Vous savez, je retourne chaque appel qui arrive à mon bureau.

Juste pour vous dire, avant la présente étude, nous en avons fait une sur les prisons, et quand je suis allée dans une prison, je me suis assurée de parler aux prisonniers musulmans. Je me souviens qu'en Alberta, il y en a qui étaient tellement emballés : « Il veut vous rencontrer. Il veut vous rencontrer. Il est musulman. » Ils nous ont ensuite emmenés auprès de musulmans. Je digresse, mais je ne peux pas m'empêcher de vous raconter cette histoire. Il y en avait quelques-uns en isolement cellulaire, des gens qui sont sous surveillance constante, et ils ont dit : « Voici cet homme. Il se tient dans le coin, et c'est une toute petite pièce. Il se tient juste dans le coin, il ne fait que regarder ce coin. Il ne répond à rien de ce que nous lui disons. » Puis ils ont pris son nom, et je savais qu'il était musulman. Alors, je me suis approchée de la fenêtre, et j'ai dit : « Salaam alaikum, frère », et il a dit : « Wa alaikum salaam », et tout à coup il s'est rendu compte qu'il m'avait répondu. Il a dit cela, et c'est un moment où nous avons établi un lien. Donc, l'importance de — vous savez, pour moi, ma religion me relie à tant de gens dans tellement de situations. Les gardiens ont également été surpris parce qu'il avait répondu. Il a répondu automatiquement, puis il s'est rendu compte qu'il répondait, et il a gardé le silence. En tout cas, ce sont les histoires, tellement d'histoires à raconter.

Je vous cède donc la parole, sénatrice, pour le dernier mot.

[Français]

La sénatrice Gerba : En fait, je voulais juste revenir et faire un commentaire sur l'importance de l'enseignement interreligieux que vous faites, imam Badat, parce que je viens d'un pays qui a beaucoup de religion; notamment, la religion

religion. The Protestant religion follows and 20% or 25% of the population is Muslim, and we often do this kind of education. There are masses when there are big events, there are really masses —

[*English*]

It is multi-faith dialogue. It made a difference for me because I was born Muslim.

[*Translation*]

Then I went to the Protestant churches where I learned to read the Bible. Then I went to the Catholics where I found that, unlike the Protestants, communion was given every Sunday and people received communion.

So it allowed me to understand all these religions and to come back to my original religion, which is Islam, and it allowed me to come back to that religion with a much more human knowledge of all the other religions.

This is something, Madam Chair, that I wanted to mention, because it is part of a multicultural education that could be repeated throughout the country if we really want to maintain the image of this country that welcomes us, that welcomes everyone and that advocates multiculturalism.

I didn't know this existed in Canada; I'm really impressed that it exists and it's an avenue that can be explored by other Muslim communities.

[*English*]

The Chair: Thank you, senator. Does anybody want to respond to that? Did you want anyone to respond, or it was just a comment? Just a comment. Thank you.

Mr. Badat: I just wanted to say one thing. The grade 11 curriculum in Ontario has a world religions course. So, we have a lot of grade 11 students from even the public schools coming and visiting the mosque. I do a presentation to them about Islam, et cetera. Our grade 11 students go to various religious institutions to experience and learn from the leaders in those places of worship. So, it is part of the curriculum in Ontario.

[*Translation*]

Senator Gerba: That's interesting to know. I wouldn't want it to come from my words, but maybe you could recommend that? I wouldn't want it to come from me.

catholique est majoritaire. La religion protestante suit et 20 ou 25 % de la population est musulmane, et on fait souvent ce genre d'éducation. On a des messes quand il y a de grands événements, il y a vraiment des messes —

[*Traduction*]

C'est un dialogue multiconfessionnel. Cela a fait une différence pour moi, parce que je suis née musulmane.

[*Français*]

Puis je suis allée dans les églises protestantes où j'ai appris à lire la bible. Ensuite, je suis allée chez les catholiques où j'ai constaté que, contrairement aux protestants, on donne la communion chaque dimanche et les gens recevaient la communion.

Cela m'a donc permis de comprendre toutes ces religions et de revenir à ma religion d'origine, qui est musulmane, et cela m'a permis de revenir dans cette religion avec une connaissance vraiment beaucoup plus humaine de toutes les autres religions.

C'est quelque chose, madame la présidente, que je voulais mentionner, parce que cela fait partie d'une éducation multiculturelle qui pourrait être répétée un peu partout dans le pays si on veut vraiment maintenir l'image de ce pays qui nous accueille, qui accueille tout le monde et qui prône le multiculturalisme.

Je ne savais pas que cela existait au Canada; je suis vraiment impressionnée de voir que cela existe et c'est une avenue qui peut être explorée par d'autres communautés musulmanes.

[*Traduction*]

La présidente : Merci, sénatrice. Quelqu'un veut-il répondre? Voulez-vous que quelqu'un réponde, ou est-ce simplement un commentaire? Juste un commentaire. Merci.

M. Badat : Je voulais simplement ajouter une chose. Le programme d'études de 11^e année en Ontario comporte un cours sur les religions du monde. Nous avons donc beaucoup d'élèves de 11^e année, même des écoles publiques, qui viennent visiter la mosquée. Je leur fais un exposé sur l'islam, etc. Nos élèves de 11^e année se rendent dans diverses institutions religieuses pour faire l'expérience et apprendre des responsables de ces lieux de culte. Cela fait donc partie du curriculum en Ontario.

[*Français*]

La sénatrice Gerba : C'est intéressant de le savoir. Il ne faudrait pas que cela vienne de mes mots, mais peut-être pourriez-vous recommander cela? Je ne voudrais pas que cela vienne de moi.

[English]

The Chair: I just want to acknowledge that I have been to the high school. I was invited to talk to the students and, you know, again, thank you for playing your role and for them to see that there are role models in Muslims.

Mr. Ashraf: As the leadership, I just want to acknowledge all of the translators and staff that are here that are making this possible. I just want to thank you. I just want to say to you that your work takes our ideas and puts them into action. I just want to acknowledge each of you: the translators, the audio-visual people, the members of the clerk's office and all of the ones that are sitting out there waiting for us to come. I just want to thank all of you. It just warms my heart to see such leadership in action. Thank you.

The Chair: Thank you, and that's what keeps us going. I keep telling Sébastien and the analysts and everyone that we are what we are because of the work that you do, so without you, we would not be able to do anything. And it has been quite a journey for us. We get together on the bus, and we go to the mosque, and we sit and eat. You know, in our culture, eating together is a big part of bringing communities together. As we have travelled through Canada, I have been so happy to see my community welcome us into their mosques and feed us, in Edmonton, in B.C., in Quebec and here in Toronto. It's been great, and I think it's been a great learning experience for most of our staff too, so I want to thank you for that.

I want to thank you. I mean, we could probably talk for another hour, but there are time constraints. So, what's happening with the study is we'll go back to Ottawa, and we'll continue our hearings. I cancelled the meeting for next Monday because we're all really, really tired, and also, what we hear, we keep with us. We hold on to it, and it's not easy. So, we'll be meeting the following Monday, and we meet Monday between 5:00 and 7:00, and all our committees are broadcast live.

So, I want to thank you and let you know that once the report is out, we'll make sure that you know. I might even send some of you an invitation to come to the press conference we hold. We can do that, right, Sébastien? You know, to come and see and be in the press room. Oh, he's just reminding me we're supposed to sit from 4:00 to 6:00. So, thank you for that, Sébastien. See how important the staff are?

So, I want to thank each and every one of you, and if you feel you've missed something, you can always make a written submission to us. You know, I'll give you my card. Please call. And, you know, this will help us a long way when we formulate

[Traduction]

La présidente : Je tiens à souligner que je suis allée à l'école secondaire. J'ai été invitée à m'adresser aux élèves et, encore une fois, je vous remercie de jouer votre rôle et de permettre à ces élèves de voir qu'il y a des modèles de comportement chez les musulmans.

M. Ashraf : Parlant de leadership, je tiens à remercier tous les interprètes et membres du personnel qui sont ici et qui rendent cela possible. Je veux simplement vous remercier. Je tiens à vous dire que votre travail prend nos idées et les convertit en actes. Je salue chacun d'entre vous, les interprètes, les gens de l'audiovisuel, les membres du bureau du greffier et tous ceux et celles qui attendent que nous venions. Je tiens à vous remercier tous. Cela me fait chaud au cœur de voir un tel leadership à l'œuvre. Merci.

La présidente : Merci, et c'est ce qui nous permet de continuer. Je dis constamment à Sébastien, notre greffier, aux analystes et à tout le monde que nous sommes qui nous sommes grâce à votre travail. Sans vous, nous ne pourrions rien faire. Ce fut tout un voyage pour nous. Nous montons dans l'autobus, nous allons à la mosquée, nous nous assoyons et nous mangeons. Vous savez, dans notre culture, manger ensemble est un élément important du rapprochement des communautés. En parcourant le Canada, j'ai été très heureuse de voir ma communauté nous accueillir dans ses mosquées et nous nourrir, à Edmonton, en Colombie-Britannique, au Québec et ici, à Toronto. Cela a été formidable, et je pense que la plupart des membres de notre personnel ont aussi beaucoup appris. Je tiens donc à vous en remercier.

Je tiens à vous remercier. Nous pourrions probablement parler pendant une autre heure, mais nous avons des contraintes de temps. Nous allons donc retourner à Ottawa pour poursuivre nos audiences. J'ai annulé la réunion de lundi prochain parce que nous sommes tous vraiment très fatigués, et aussi parce que, ce que nous entendons, nous le gardons à l'esprit. Nous ne l'oublisons pas, et ce n'est pas facile. Nous nous réunirons donc le lundi suivant, de 17 heures à 19 heures, et toutes les séances de notre comité sont diffusées en direct.

Je tiens donc à vous remercier et à vous dire qu'une fois le rapport publié, nous veillerons à ce que vous le sachiez. Je pourrais même envoyer une invitation à certains d'entre vous pour assister à la conférence de presse que nous tenons. Nous pouvons le faire, n'est-ce pas, monsieur le greffier? Vous savez, venir et vous trouver dans la salle de presse. Oh, il vient de me rappeler que nous sommes censés siéger de 16 heures à 18 heures. Merci de me l'avoir rappelé. Vous voyez à quel point les membres du personnel sont importants.

Je tiens donc à remercier chacun et chacune d'entre vous, et si vous avez l'impression d'avoir oublié quelque chose, vous pouvez toujours nous présenter un mémoire écrit. Vous savez, je vais vous donner ma carte. N'hésitez pas à appeler. Et, vous

the formal report, which will end with recommendations to the government. I thank you and senators, the meeting is adjourned.

(The committee adjourned.)

savez, cela nous aidera beaucoup lorsque nous rédigerons le rapport officiel, qui se terminera par des recommandations au gouvernement. Je vous remercie, ainsi que les sénateurs.

(La séance est levée.)
